



Afghanistan : mise à jour

Les conditions de sécurité actuelles

Corinne Troxler

Weyermannsstrasse 10
Case postale
CH-3001 Berne

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

Compte dons
CCP 10-10000-5


Berne, le 14 septembre 2017



A propos de l'auteure: Corinne Troxler a étudié l'histoire, les sciences politiques et le droit international à l'Université de Zurich. Forte de plusieurs années d'expérience en tant que représentante des œuvres d'entraide, elle dispose d'une connaissance poussée de la procédure d'asile. Dans le cadre d'un stage, elle a rédigé plusieurs documents thématiques, des expertises ainsi que des documents d'information pour l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Elle a ensuite occupé le poste d'assistante au Séminaire d'histoire de l'Université de Lucerne, dans le cadre duquel elle a notamment mené des séminaires autour de l'histoire de l'Afghanistan. Ces dernières années, elle a voyagé à plusieurs reprises en Afghanistan et a pris part, entre autres, à trois *Fact Finding Missions*, la dernière fois fin septembre 2012. A travers ses propres recherches, elle a complété les impressions déjà recueillies et a abordé de manière approfondie plusieurs problématiques, dont la question de la situation des femmes. Parallèlement, elle a appris le persan et le dari à l'Université de Zurich et à l'Université de Berne, ainsi qu'en Afghanistan et en Iran. Dans le cadre du *Certificate of Advanced Studies in Civilian Peacebuilding 2012/13*, elle s'est à nouveau penchée sur la situation de l'Afghanistan, approfondissant plusieurs aspects : Etat en construction / Etat fragile, gestion du passé, médiation et genres. En 2016 et 2017, elle a mené plusieurs séances d'information et de formation continue sur l'Afghanistan et a occupé le poste d'experte pour l'Afghanistan dans le cadre du concours national suisse de « La science appelle les jeunes ».

Impressum

EDITRICE

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-Mail: info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP Dons: 30-1085-7

AUTEURE

Corinne Troxler

TRADUCTION

Emmanuel Gaillard

VERSIONS LINGUISTIQUES

Allemand et français

COPYRIGHT


© 2017  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne
Copies et reproductions avec indication des sources autorisées.

Table des matières

1	Introduction	1
2	Situation politique	1
3	Situation sécuritaire	4
	3.1 Partis au conflit	6
	3.2 Situation sécuritaire dans les différentes régions du pays	13
4	La constitution et le système juridique	17
5	Situation des droits humains : profils à risque	20
6	Situation socio-économique et médicale	29
7	Le retour au pays	32

1 Introduction

Engagées depuis 16 ans dans le pays, les forces de sécurité des Etats-Unis et de l'OTAN sont confrontées en Afghanistan à une situation d'impasse face aux groupes antigouvernementaux. Les forces de sécurité internationales tentent par tous les moyens de récupérer les régions dont les Talibans se sont emparés depuis fin 2014. Ces derniers contrôlent à présent en effet des territoires aussi étendus qu'en 2001.¹ Il apparaît peu probable que l'augmentation des troupes américaines décidée dans le cadre de la nouvelle stratégie du Président américain Donald Trump permette de trouver une issue à cette impasse. Tout au plus cette stratégie permettra d'éviter une défaite imminente.²

Le moral de la population est au plus bas et les habitant-e-s craignent pour leur vie, ne sont pas satisfaits de la situation économique et ont perdu confiance dans le gouvernement, qu'ils jugent instables.³ Le retour en masse aux pays de nombreuses personnes en provenance du Pakistan, de l'Iran ou d'Europe aggrave par ailleurs la situation, d'autant plus qu'environ 1,5 millions de personnes ont été contraintes de fuir à l'intérieur du pays. Il n'y a pas de solution politique en vue avec les talibans.⁴

Cette mise à jour fait suite à celle de septembre 2016. Elle se penche principalement sur le développement de la situation sécuritaire ainsi que sur les différents profils à risque.

2 Situation politique

Les abus contre l'Etat de droit, la corruption quotidienne, le climat d'impunité, la faiblesse des institutions ainsi qu'un gouvernement marqué par les dissensions prolongées et le manque d'unité représentent actuellement pour le pays des problèmes presque aussi graves que les difficultés qu'il rencontre en matière de sécurité en raison de l'opposition de groupes antigouvernementaux comme les Talibans et l'«Etat islamique» (EI)/Daech. Ces problèmes constituent un avantage pour les groupes antigouvernementaux, qui en profitent pour étendre davantage leur influence.⁵

¹ Long War Journal, Sending more troops to Afghanistan is a good start, 21 août 2017: www.longwarjournal.org/archives/2017/08/sending-more-troops-to-afghanistan-is-a-good-start.php.

² Foreign Policy, 'Mission Accomplished' Will Never Come in Afghanistan, 28 mars 2017: <http://foreignpolicy.com/2017/03/28/mission-accomplished-will-never-come-in-afghanistan-taliban-al-qaeda-trump/>; Congressional Research Service (CRS), Afghanistan: Post-Taliban Governance, Security, and U.S. Policy, 24 juillet 2017, résumé: <https://fas.org/sgp/crs/row/RL30588.pdf>.

³ The Asia Foundation, A Survey of the Afghan People – Afghanistan in 2016, décembre 2016, Preface, p. 5, 14: <http://asiafoundation.org/where-we-work/afghanistan/survey/>.

⁴ Foreign Policy, 'Mission Accomplished', 28 mars 2017: <http://foreignpolicy.com/2017/03/28/mission-accomplished-will-never-come-in-afghanistan-taliban-al-qaeda-trump/>.

⁵ US Department of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2016 - Afghanistan, 3 mars 2017, p. 1, 30: www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2016&dliid=265530; CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, Summary; NZZ, Eine Mega-Bombe ist keine Strategie, 25 avril 2017: www.nzz.ch/international/amerikanische-praesenz-am-hindukusch-eine-afghanistan-strategie-jenseits-von-mega-bomben-ld.1288688; Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), Quarterly Report to the United States Congress, 30 avril 2017, p. 156: www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2017-04-30qr.pdf; The Asia Foundation, A Survey, décembre 2016, Preface, p. 5, 9-10, 103-115. Le sondage de l'Asie

Les différends entre le Président Ashraf Ghani et le *Chief Executive Officer* Abdullah Abdullah ne sont toujours pas réglés et continuent de paralyser le gouvernement. La position dominante d'Abdullah est en outre remise en question au sein de son propre parti, notamment par Atta Mohammad Nur, Gouverneur de la province de Balkh.⁶ Par ailleurs, le Président Ghani doit faire face à l'opposition du premier vice-président Abdul Rachid Dostom. La relation entre les deux hommes s'est profondément détériorée depuis que le Président Ghani a engagé des investigations à l'encontre de Dostom.⁷ Les deux dirigeants donnant en outre leur accord à l'attribution de postes-clés à des membres de leurs ethnies respectives (le Président Ghani à des Pachounes et le CEO Abdullah à des Tadjiks), les autres groupes ethniques du pays se sentent discriminés, notamment les Hazaras et les Ouzbeks. Cette situation contribue à fragmenter davantage le pays entre les différents groupes ethniques et idéologiques.⁸ Il n'est donc pas surprenant que des représentants de trois grands partis afghans, également membres de trois différentes ethnies, aient décidé fin juillet 2017 de former une nouvelle coalition appelée « Coalition pour le salut de l'Afghanistan ».⁹

Les réformes urgentes nécessaires du système électoral et des institutions électorales ont été bloquées en raison des relations tendues entre les pouvoirs législatif et exécutif. Les élections parlementaires prévues en 2015 ont dû être repoussées à plusieurs reprises et sont maintenant fixées pour juillet 2018. Le Président Ghani a certes

Foundation a mis en lumière que la confiance de la population dans les institutions gouvernementales afghanes, y compris le parlement et les ministères, n'a jamais été aussi basse depuis les enquêtes menées en 2004. En revanche, la confiance de la population envers les personnalités religieuses n'a jamais été aussi élevée.

- ⁶ CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, Summary; International Crisis Group (ICG), Afghanistan: The Future of the National Unity Government, Asia Report Nr. 285, 10 avril 2017, Executive Summary, p. 10-11: www.crisisgroup.org/asia/south-asia/afghanistan/285-afghanistan-future-national-unity-government. Atta a annoncé en mars 2017 qu'il serait candidat aux élections présidentielles de 2019. Le parti n'étant pas satisfait du travail d'Abdullah, le gouverneur de la province de Balkh s'est décidé à se présenter, estimant qu'il était davantage en mesure de défendre efficacement les intérêts du parti Jamiat face au président Ghani. Voir : Afghanistan Analysts Network (AAN), 'Atta for President' Again? The struggle for the Afghan presidency and Jamiat's leadership, 10 avril 2017 : www.afghanistan-analysts.org/atta-for-president-again-the-struggle-for-the-afghan-presidency-and-jamiats-leadership/.
- ⁷ ICG, The Future, 10 avril 2017, p. 12; CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 10; Tagesschau.de, «Eine gefährliche Entführungs-Mafia», 22 mai 2017: www.tagesschau.de/webermann-afghanistan-101.html. Les milices de Dostom sont soupçonnées d'avoir procédé à des arrestations de masse à Faryab en juin 2016 se rendant par ailleurs coupable de destructions et de meurtres sur place. Le 17 novembre 2016, une « enquête indépendante et transparente » a été engagée à son encontre pour d'autres faits qui lui sont reprochés. Dostom décline toutes les convocations qui lui sont adressées, invoquant avec obstination son immunité. Le 23 janvier 2017, le bureau du procureur a lancé des mandats d'arrêt contre neuf de ses gardes du corps, mais semble faire machine arrière en ce qui concerne les convocations de Dostom. A la mi-mai 2017, Dostom s'est rendu en Turquie pour y subir, selon ses dires, un traitement médical. Fin juin 2017, le gouvernement afghan a empêché son retour au pays. Selon Tolo News, il résidait toujours en Turquie au mois de septembre 2017. Tolo News, ARG Urged To Pave The Way For Dostum's Return, 10 septembre 2017 : www.tolonews.com/afghanistan/arg-urged-pave-way-dostum%E2%80%99s-return.
- ⁸ ICG, The Future, 10 avril 2017, Executive Summary, p. 9, 15-18; CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 10. Cela apparaît notamment dans l'attribution des postes-clés des forces de sécurité, du gouvernement ou du cabinet, ce qui constitue un risque élevé au vu des tensions existantes dans ce pays qui se situe à deux doigts d'une guerre civile.
- ⁹ CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 10; Afghanistan Analysts Network (AAN), The 'Ankara Coalition': Opposition from within the government, 25 juillet 2017: www.afghanistan-analysts.org/the-ankara-coalition-opposition-from-within-the-government/. Les trois dirigeants politiques que sont Dostom (Ouzbek, Jombesh-e Melli), Muhammad Mohaqeq (Hazara, Wahdat-e Islami Mardom-e Afghanistan), Atta Muhammad Nur et Salahuddin Rabbani (Tadjiks, Jamiat-e Islami et Jamiat-e Islami Afghanistan) se sont rencontrés à Ankara en vue de former une alliance autour de Dostom.

prolongé la durée de fonction du parlement par décret, mais la légitimité de celui-ci est remise en doute par plusieurs parlementaires.¹⁰

La croissance économique de l'Afghanistan s'est réduite depuis 2014 et aurait même connu un recul sans son économie souterraine (production d'opium et trafic d'êtres humains) selon les données de l'ONU.¹¹ Elle se situe bien en dessous du niveau nécessaire, compte tenu de l'augmentation du nombre de naissances et du retour en masse de nombreux Afghans. Le développement économique est en outre ralenti par le manque d'infrastructures et de main d'œuvre qualifiée. Selon la Banque mondiale, l'Afghanistan dépendra de l'aide internationale au-delà de l'année 2030.¹²

Négociations avec le Hezb-e-Islami (Gulbuddin): Après de longues négociations, des délégués du gouvernement afghan et du Hezb-e-Islami ont signé le 22 septembre 2016 un accord de paix qui offre à Gulbuddin Hekmatyar un poste au sein du gouvernement ainsi qu'à lui et à d'autres membres du parti l'immunité contre toute poursuite pénale. Cet accord empêche non seulement toute poursuite à leur rencontre pour les crimes (de guerre) qu'ils ont commis (notamment le bombardement de Kaboul pendant la guerre civile dans les années 1990), mais viole également le droit des victimes à obtenir la vérité. Selon l'UNAMA, de telles amnisties contreviennent aux engagements internationaux de l'Afghanistan en matière de droit public international. En outre, ils renforcent le climat d'impunité et sont susceptibles de mettre à mal les efforts menés pour assurer une paix durable et stable. La société civile afghane se montre largement critique face à cet accord et craint une montée en puissance des forces pachtounes au sein du gouvernement.¹³

¹⁰ ICG, The Future, 10 avril 2017, Executive Summary, p. 6, 9; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 1; n-tv, Abstimmung verzögert: Afghanistan will im Juli 2018 neues Parlament wählen, 22 juin 2017: www.n-tv.de/ticker/Afghanistan-will-im-Juli-2018-neues-Parlament-waehlen-article19902432.html.

¹¹ UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA), 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 8: <http://reliefweb.int/report/afghanistan/2017-afghanistan-humanitarian-needs-overview>.

¹² SIGAR, Quarterly Report, 30 avril 2017, p. 156-157; UNHCR, renseignements du HCR sur la situation en Afghanistan à la demande du Ministère allemand de l'intérieur, décembre 2016, p. 5: www.proasyl.de/wp-content/uploads/2015/12/2017-Bericht-UNHCR-Afghanistan.pdf; CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, Summary; ICG, The Future, 10 avril 2017, p. 4.

¹³ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 11; CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 37-38; Radio Free Europe/Radio Liberty, Former Afghan Warlord Hekmatyar Holds First Meetings With Government Since Peace Deal, 28 avril 2017: www.rferl.org/a/afghanistan-hekmatyar-warlord-peace-deal-ghani-/28457340.html; The Guardian, Fear and doubt as notorious 'butcher of Kabul' returns with talk of peace, 4 mai 2017: www.theguardian.com/world/2017/may/04/afghan-warlord-gulbuddin-hekmatyar-returns-kabul-20-years-call-peace; Deutsche Welle, Afghan warlord Gulbuddin Hekmatyar urges Taliban to end war, 29 avril 2017: www.dw.com/en/afghan-warlord-gulbuddin-hekmatyar-urges-taliban-to-end-war/a-38637319; Amnesty International (AI), Amnesty International Report 2016/17, The State of the World's Human Rights – Afghanistan, 22 février 2017: www.ecoi.net/local_link/336433/479106_de.html; NZZ, China und Russland flirten mit den Taliban, 26 juin 2017: www.nzz.ch/international/great-game-um-afghanistan-chinesisch-russischer-flirt-mit-den-taliban-id.1302806; The Asia Foundation, A Survey, décembre 2016, p. 5. Le Hezb-e-Islami de Hekmatyar a combattu dans les années 1980 contre l'occupation de l'Afghanistan par l'URSS et a pris part en tant que parti à la guerre civile dans les années 1990. Depuis 2001, ce parti d'influence pachtoune s'est rapproché idéologiquement et politiquement des Talibans, mais ne représentait cependant d'un point de vue militaire plus de difficultés particulières. Hekmatyar est accusé de nombreux crimes par des organisations des droits humains. En février 2017, Hekmatyar a toutefois été retiré de la liste des sanctions de l'ONU. Fin avril 2017, Hekmatyar a appelé les Talibans à ranger leurs armes et à s'associer aux efforts de paix. En mai 2017, il est retourné à Kaboul. Le Président Ghani a présenté cet accord comme un succès, car il espérait ainsi intégrer les Talibans à la table des négociations.

Négociations avec les Talibans. Le nouveau chef des Talibans, Mullah Haibatullah Akhundzada, a clairement refusé en septembre 2016 de prendre part aux négociations de paix, refus réitéré à la suite de la promulgation de la nouvelle stratégie américaine pour l'Afghanistan par le Président Trump en août 2016. En raison de leurs nombreux succès militaires, rien ne presse actuellement les Talibans à s'asseoir à la table des négociations à la recherche de compromis.¹⁴

3 Situation sécuritaire

Depuis le retrait des unités de combat de l'OTAN à la fin 2014, la situation sur le plan de la sécurité s'est détériorée de manière radicale et reste instable dans de nombreuses régions. Selon des indications de l'ONU, 33 des 34 provinces connaissent des affrontements de plus en plus violents et de plus en plus fréquents.¹⁵ Les Talibans sont parvenus à étendre leur territoire dans les régions rurales et à gagner le contrôle de centres de districts, alors que les forces de sécurité afghanes peinent à se maintenir dans les grandes villes et dépendent fortement du soutien des forces de sécurité internationales.¹⁶ Les Talibans ont mis gravement en péril le contrôle gouvernemental de quatre des 34 capitales de province: Farah (Province de Farah), Kunduz (Province de Kunduz) et Tirin Kot (Province d'Uruzgan).¹⁷ En outre, ils contrôlent de plus en plus de routes de liaison importantes et, partant, les accès et les déplacements.¹⁸ Malgré les violents combats menés sur de nombreux fronts, à la mi-mai 2017, seul 65,6% de la population afghane (env. 21,4 millions) se trouvaient encore sous le contrôle ou dans une zone d'influence du gouvernement afghan, selon l'*Inspecteur spécial des Etats-Unis pour la reconstruction de l'Afghanistan* (SIGAR). Quelque trois millions de personnes vivent dans des régions contrôlées par les Talibans ou placées sous leur influence et 8,2 millions de personnes dans des régions disputées. Les forces de combat américaines considèrent que les pertes de territoires du gouvernement afghan sont dues à l'approche stratégique des forces de combat afghanes, qui cherchent à défendre à tout prix certaines régions-clés quitte à en abandonner d'autres. Les raids aériens américains, qui ont connu une forte intensification en 2016 et 2017, permettent à peine de contenir l'avancée des Talibans.¹⁹ En 2016, pour la première fois,

¹⁴ CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, Summary; NZZ, Eine Mega-Bombe ist keine Strategie, 25 avril 2017; NZZ, Das «Grosse Spiel» mit den Taliban, 14 avril 2017: www.nzz.ch/international/afghanistangespraechen-in-moskau-das-grosse-spiel-mit-den-taliban-ld.1085831; Long War Journal, Taliban vows to continue its 'Jihad' against US, 22 août 2017: www.longwarjournal.org/archives/2017/08/taliban-vows-to-continue-its-jihad-against-us.php.

¹⁵ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 9; UNHCR, indication du HCR, décembre 2016, p. 1, 3.

¹⁶ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 10; NZZ, Vormarsch von Taliban und Islamischem Staat, 7 août 2017: www.nzz.ch/international/massaker-in-nordafghanistan-grausamkeiten-im-namen-von-is-und-taliban-ld.1309604.

¹⁷ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 41; UN Security Council, The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security: Report of the Secretary-General, 3 mars 2017, p. 3: www.ecoi.net/file_upload/1226_1489408972_n1705111.pdf.

¹⁸ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 10.

¹⁹ SIGAR, Quarterly Report, 30 juillet 2017, p. 88-89: www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2017-07-30qr.pdf; ORF, Strategiespiel zwischen USA und Russland, 10 février 2017: <http://orf.at/stories/2378908/2378909/>; UNAMA, Midyear Report 2017, Juli 2017, S. 6, 51, 54-56: https://unama.unmissions.org/sites/default/files/protection_of_civilians_in_armed_conflict_midyear_report_2017_july_2017.pdf. Notamment dans les provinces de Kunduz, Uruzgan, Helmand, Kandahar et Zabul, les Talibans contrôlent plusieurs districts. Long War Journal reproche aux forces de combat américaines/SIGAR de dresser un bilan édulcoré de la situation et de sous-estimer largement

environ 70% des victimes civiles ont été tuées ou blessées dans des attentats suicides et complexes perpétrés dans la capitale.²⁰

La violence exercée contre la population civile est imputable à quatre acteurs différents :

- Les groupes armés antigouvernementaux, comme les Talibans, le réseau Haqqani²¹, « l'Etat islamique » (EI/Daech), entre autres²²,
- Les chefs de guerre régionaux et des commandants de milices,
- Les groupes criminels et
- Les forces de sécurité afghanes et étrangères dans leur lutte contre les groupes antigouvernementaux, notamment par leurs bombardements.

Selon les données de la *Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan* (MANUA/UNAMA), le nombre de victimes parmi la population civile a connu une nouvelle augmentation de 3% en 2016 pour atteindre le niveau record de 11'418. C'est dans les zones et régions densément peuplées ou fortement fréquentées telles que les mosquées, les marchés, les écoles et les hôpitaux, que les opérations militaires ont fait le plus de victimes civiles. En 2016, le nombre d'enfants parmi les victimes, déjà

l'ampleur des territoires contrôlés par les Talibans. Voir: Long War Journal, Taliban control of Afghan districts remains 'unchanged', according to SIGAR, 1^{er} août 2017: www.longwarjournal.org/archives/2017/08/taliban-control-of-afghan-districts-remains-unchanged-according-sigar.php.

²⁰ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 60.

²¹ Des représentants du gouvernement américain considèrent souvent le *réseau Haqqani* comme une menace potentielle et un soutien d'Al-Qaïda en Afghanistan. Ces cinq dernières années, Sirajuddin Haqqani, le fils du fondateur du réseau, a pris en grande partie la direction des opérations militaires et gagné en influence dans le développement de la stratégie contre le gouvernement. Sirajuddin reste aussi chef adjoint des Talibans sous les ordres de Haibatullah Akhundzadah. Le réseau Haqqani est étroitement lié aux Talibans. Certains experts estiment que, ces dernières années, le réseau a perdu des combattants et en importance. Le réseau est toutefois toujours capable de mener des opérations dans la capitale et entretient encore des relations étroites avec les services secrets pakistanais Inter-Services Intelligence (ISI). Le réseau mène des enlèvements et détient plusieurs ressortissants étrangers, dont deux professeurs américains. L'attentat dévastateur de mai 2017 à Kaboul est attribué au réseau Haqqani. CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 21-22; The New York Times, 'Mother of All Bombs' Killed Dozens of Militants, Afghan Officials Say, 14 avril 2017: www.nytimes.com/2017/04/14/world/asia/mother-of-all-bombs-afghanistan-us-moab.html?_r=0; Long War Journal, Sending more troops, 21 août 2017; BBC News, UAE confirms five officials killed in Afghan attack, 11 janvier 2017: www.bbc.com/news/world-middle-east-38580156.

²² Le *Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO/IMU)* était à l'origine dirigé essentiellement contre le gouvernement ouzbek. En Afghanistan le MIO est en relation avec Al-Qaïda bien que certains combattants aient également rejoint les troupes de l'EI/Daech. Le mouvement est actif dans tout le nord de l'Afghanistan. Lors de la prise de la ville de Kunduz en septembre 2015, quelques-uns des 300 combattants que compte le MIO dans la province de Kunduz auraient pris part aux opérations. Le MIO est dirigé en Afghanistan par Qari Balal. CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 20. Le groupe militant pakistanais *Lashkar-e Tavyiba (LET)*, groupe armé de mouvance islamiste, serait de plus en plus actif en Afghanistan, bien qu'il ait mené à l'origine des opérations contre le contrôle du Cachemire par l'Inde. Un autre groupe pakistanais, le *Lashkar-e-Janghvi*, est également actif en Afghanistan et commet des attentats-suicides dans le pays et est considéré comme responsable de plusieurs attaques contre la minorité shiite des Hazara entre 2011 et 2012. CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 19. Les Talibans pakistanais, *Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP)*, sont surtout occupés par des luttes intestines, en raison des dissensions autour du changement de leader en 2013 et de la division de l'organisation en 2014. Certains combattants opèrent depuis le territoire afghan, notamment dans des régions contrôlées par les Talibans afghans. De nombreux Talibans pakistanais en Afghanistan ont rejoint les troupes de l'EI/Daech. CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, S. 18.

très élevé, a connu une augmentation disproportionnée de 24%.²³ Au cours de la première moitié de 2017, le nombre de victimes a augmenté de 2% par rapport à la même période en 2016. En outre, la proportion de femmes et d'enfants parmi les victimes civiles a encore augmenté.²⁴

3.1 Partis au conflit

Les forces de sécurité étrangères. À l'été 2017, environ 13'000 membres des forces de sécurité de l'OTAN étaient stationnés en Afghanistan. Les États-Unis comptaient alors plus de 11'000 soldats. Alors que la mission de soutien « *Resolute Support* » de l'OTAN ne prévoit que des services de conseil et de formation pour les forces de sécurité étrangères, les États-Unis mènent, avec quelque 2000 soldats, dans le cadre de leur mission antiterroriste « *Operation Freedom's Sentinel* », des opérations militaires contre Al-Qaïda et, depuis janvier 2016, contre l'EI/*Daech* et les groupes qui lui sont associés, ainsi que contre les Talibans depuis juin 2016.²⁵

Après son entrée en fonction, le président américain Trump a accordé à ses troupes en Afghanistan des compétences plus étendues et envoyé au printemps 2017 quelque 300 marines à Helmand.²⁶ Face à la faiblesse des forces de sécurité afghanes, les États-Unis ont en 2016 et 2017 intensifié de manière massive leurs frappes aériennes contre les membres des Talibans et de *Daech*.²⁷ En juin 2017, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Stoltenberg, a annoncé que, en raison de la détérioration dramatique de la situation sécuritaire, l'OTAN enverrait 4000 soldats supplémentaires en Afghanistan.²⁸ Le président américain s'est exprimé pour la première fois le 21 août 2017 sur sa stratégie pour l'Afghanistan : il entend concentrer l'engagement des États-Unis en Afghanistan sur le terrain de la lutte contre les groupes antigouvernementaux en renforçant les contingents sur place, sans toutefois mentionner de chiffres précis, et en accordant des compétences étendues aux soldats. L'engagement militaire devrait être accompagné d'efforts politiques et diplomatiques, en exigeant du Pakistan qu'il coopère davantage et en impliquant davantage l'Inde. Le véritable « *Nation Building* », à savoir la démocratisation de l'Afghanistan, ne devrait cependant plus être poursuivi.

²³ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 3, 6-7, 18-23, 39. Le nombre de civils tués a diminué de 2% en 2016, mais le nombre de blessés a augmenté de 6%. 61% des victimes sont imputées aux divers groupes antigouvernementaux.

²⁴ UNAMA, Midyear Report 2017, Protection of Civilians in Armed Conflict, juillet 2017, p. 3, 5.

²⁵ CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, Summary, p. 17; Afghanistan Analysts Network (AAN), 'Mother of All Bombs' Dropped on ISKP: Assessing the aftermath, 15 avril 2017, p. 3: www.afghanistan-analysts.org/mother-of-all-bombs-dropped-on-iskp-assessing-the-aftermath/; NZZ, Das Pentagon hat falsch gezählt in Afghanistan, 31 août 2017: www.nzz.ch/international/us-truppen-pentagon-hat-falsch-gezaehlt-in-afghanistan-ld.1313615. Le Pentagone avait jusqu'alors fait état de 8400 soldats seulement, dont 2000 engagés dans la lutte contre le terrorisme.

²⁶ United States Commission on International Religious Freedom (USCIRF), 2017 Annual Report - Afghanistan, 26 avril 2017, p. 123: www.uscifr.gov/sites/default/files/Afghanistan.2017.pdf; New York Times, 'Mother of All Bombs', 14 avril 2017; NZZ, China und Russland flirten mit den Taliban, 26 juin 2017; Deutsche Welle, Russische Waffen für die Taliban?, 5 mai 2017: www.dw.com/de/russische-waffen-f%C3%BCr-die-taliban/a-38728604.

²⁷ UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 6, 51, 54-56; NZZ, Erneut Zivilisten getötet bei Luftangriffen, 30 août 2017: www.nzz.ch/international/krieg-in-afghanistan-erneut-zivilisten-getoetet-bei-luftangriffen-ld.1313479. Selon l'UNAMA, les pertes civiles dues aux frappes aériennes ont augmenté de 43% au premier semestre 2017 par rapport à la même période en 2016.

²⁸ Zeit online, Nato will 4.000 Soldaten an den Hindukusch schicken, 30 juin 2017: www.zeit.de/politik/ausland/2017-06/afghanistan-nato-soldaten-taliban-sicherheit-usa-grossbritannien.

Rien ne garantit toutefois que cette stratégie permettra un renversement de la tendance et un refoulement durable des talibans.²⁹

Les forces de sécurité afghanes. Jusqu'à présent, l'Armée nationale afghane (ANA) est parvenue, avec le soutien des forces de sécurité internationales, à empêcher que les Talibans s'emparent durablement des capitales provinciales. Cependant, les forces de sécurité afghanes subissent des pertes énormes dans la lutte contre les groupes antigouvernementaux et présentent parfois des contingents faibles. Rien qu'entre janvier et décembre 2016, 6785 membres des forces nationales afghanes de défense et de sécurité (*Afghan National Defense and Security Forces – ANDSF*) ont été tués et 11'777 autres blessés. Au cours des quatre premiers mois de 2017, les ANDSF ont à nouveau subi de nombreuses pertes : 2'531 tués et 4'238 blessés.³⁰ Il n'y a donc rien de surprenant à ce que, chaque année, de nombreux membres des ANDSF préfèrent désertir et qu'environ 35% ne s'engagent plus d'une année à l'autre.³¹ En outre, les «soldats fantômes» posent un sérieux problème: en janvier 2017, les médias américains ont évoqué le nombre de 30'000 «soldats fantômes», rien que pour l'ANA.³² Les quelque 17'000 membres des forces spéciales d'intervention peuvent désormais mener des opérations de manière indépendante. Cependant, les ANDSF s'appuyant sur ces derniers dans environ 70% de leurs offensives, le risque existe de les surcharger. Toutefois, les ANDSF présentent de nombreuses faiblesses, notamment un taux élevé d'analphabétisme, des aptitudes limitées et des faiblesses logistiques.³³ Selon le général américain Campbell, les difficultés que rencontrent les ANDSF découlent, pour 70% d'entre elles, de la corruption et de l'incompétence de leurs dirigeants. Les divisions et les dysfonctionnements au sein du gouvernement affaiblissent également les ANDSF.³⁴ Les forces de sécurité afghanes ont,

²⁹ FAZ, Fragen und Antworten zu Trumps Afghanistan-Strategie, 22 août 2017: www.faz.net/aktuell/politik/ausland/trumps-afghanistan-strategie-erklaert-15162711.html; Tages-Anzeiger, Afghanistan ist jetzt Donald Trumps Krieg, 21 août 2017: www.tagesanzeiger.ch/ausland/amerika/Afghanistan-ist-jetzt-Donald-Trump-Krieg/story/29666444. Selon certains experts, intensifier la formation des forces spéciales afghanes permettrait d'obtenir quelques résultats.

³⁰ SIGAR, Quarterly Report, 30 avril 2017, p. ii, 3-6, 100; SIGAR, Quarterly Report to the United States Congress, 30 juillet 2017, p. 100: www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2017-07-30qr.pdf; ICG, The Future, 10 avril 2017, Executive Summary et p. 13-15.

³¹ SIGAR, Quarterly Report, 30 avril 2017, p. 5. En outre, la charge que représentent pour la population afghane les membres des ANDSF touchés par la guerre - dont le nombre est en forte augmentation - est de plus en plus importante. L'Etat afghan ne dispose de loin pas en effet des capacités suffisantes pour prendre en charge ces personnes et les réintégrer. n-tv, Die Armee der Beinlosen: Afghanistan kämpft mit Veteranenkrise, 4 août 2017: www.n-tv.de/politik/Afghanistan-kaempft-mit-Veteranenkrise-article19968270.html.

³² SIGAR, Quarterly Report, 30 avril 2017, p. 92, 96, 101-102, 104; SIGAR, Quarterly Report, 30 juillet 2017, p. 97, 102-103, 105; Wall Street Journal, U.S. Military Moves to Clear 'Ghost Soldiers' From Afghan Payroll, 19 janvier 2017: www.wsj.com/articles/u-s-military-moves-to-clear-ghost-soldiers-from-afghan-payroll-1484822415. Les «soldats fantômes» sont des soldats qui n'existent que sur papier et dont le salaire est généralement versé à leurs supérieurs.

³³ SIGAR, Quarterly Report, 30 avril 2017, p. 3-5; ICG, The Future, 10 avril 2017, p. 14-15.

³⁴ ICG, The Future, 10 avril 2017, Executive Summary, p. 1, 13-14. La méfiance et les clivages gagnent l'ensemble du ministère de la Défense. A peine quatre semaines après l'attaque d'un hôpital militaire à Kaboul le 8 mars 2017, l'armée afghane a limogé douze officiers, dont deux généraux, pour manquement à leurs devoirs. Ils devraient être poursuivis pénalement. Parmi les personnes limogées se trouvaient également le chef des services de renseignement militaire et le chef des services de santé. Zeit online, Afghanistanische Armee feuert nach Angriff auf Militärkrankenhaus zwölf Offiziere, 4 avril 2017: www.zeit.de/news/2017-04/04/afghanistan-afghanische-armee-feuert-nach-angriff-auf-militaerkrankenhaus-zwoelf-offiziere-04112403. Le 27 mars 2017, le général Moin Fakir (province de Helmand) a été licencié pour corruption. Le lendemain, le ministère afghan de la défense a annoncé que 1394 membres des forces de sécurité afghanes avaient été limogés en 2016 pour corruption. Des accusations à l'encontre de 2042 autres membres de l'ANSF sont en cours

dans presque toutes les régions du pays, été poussées dans leurs retranchements par les Talibans.³⁵ La police nationale afghane (ANP) subit encore davantage de pertes que l'ANA. L'ANP est considérée comme inefficace, en particulier en raison d'une formation insuffisante dans le domaine de la lutte contre les insurrections, de la faiblesse des processus de planification et à un déploiement inapproprié des forces d'intervention. Les membres de l'ANP sont par conséquent exposés à de fréquentes attaques aux points de contrôle fixes de la part de groupes antigouvernementaux. En outre, l'ANP comme la police locale afghane (*Afghan Local Police* - ALP) sont gagnées par la corruption et le népotisme, avec pour conséquence une confiance tenue de la population afghane envers l'ANP.³⁶

Les groupes armés progouvernementaux, y compris l'*Afghan Local Police*. Les chefs de village ou dirigeants locaux font souvent appel à la police locale afghane (*Afghan Local Police* - ALP) afin de protéger leurs communautés contre les attaques de groupes antigouvernementaux, de mener des opérations contre ceux-ci et de surveiller certaines localités. L'ALP est supervisée par le ministère de l'intérieur, mais n'appartient pas officiellement à l'ANDSF. Le 7 mai 2017, elle comprenait 28'986 personnes, dont seulement 25'069 au bénéfice d'une formation.³⁷ L'utilisation accrue de groupes armés non réglementés situés en dehors des structures de commandement et de contrôle de l'ANDSF soulève de graves préoccupations concernant la protection de la population civile. Dans ce contexte sécuritaire extrêmement fragile, le risque existe que ceux-ci commettent des crimes contre les droits humains. L'UNAMA fait ainsi état de menaces, d'actes d'intimidation, de passages à tabac, d'arrestations, de tortures, de chantage, de vols, d'abus sexuels et de meurtres. En outre, les groupes progouvernementaux s'affrontent fréquemment pour prendre le dessus les uns sur les autres. Les forces de sécurité de l'État n'ont pas la capacité de contrôler ces groupes. Elles ne peuvent que difficilement les contraindre à rendre des comptes pour les abus qu'ils commettent, car ces groupes entretiennent souvent des relations avec les dirigeants locaux. Le nombre de victimes civiles attribuées à l'ALP a plus que doublé au premier semestre 2017 par rapport au premier semestre 2016.³⁸

Les seigneurs de guerre régionaux et leurs milices. Les seigneurs de guerre locaux et leurs milices, attachés à conserver ou défendre leur ascendance et influence, se rendent de plus en plus souvent coupables d'actes de violence, et sont rarement exposés à des poursuites pour les crimes qu'ils commettent. En particulier dans les provinces multiethniques comme Baghlan, Kunduz et Faryab, les conflits découlent tout autant des divergences entre milices ethniques progouvernementales rivales que des Talibans eux-mêmes. En juillet 2016, les milices de l'ANA et de *Jumbesh* ont ainsi

d'examen par les tribunaux. NZZ, *Afghanisches Militär entlässt wegen Korruption Hunderte von Soldaten*, 30 mars 2017: www.nzz.ch/international/nahost-und-afrika/militaer-in-afghanistan-afghanisches-militaer-entlaesst-wegen-korruption-hunderte-von-soldaten-ld.154355.

³⁵ Long War Journal, *Taliban seizes 3 districts from Afghan government*, 25 juillet 2017: www.longwarjournal.org/archives/2017/07/taliban-seizes-3-districts-from-afghan-government.php.

³⁶ ICG, *The Future*, 10 avril 2017, p. 15-16; USDOS, *Country Report on Human Rights*, 3 mars 2017, p. 31.

³⁷ SIGAR, *Quarterly Report*, 30 juillet 2017, p. 103-104.

³⁸ UNAMA, *Annual Report 2016*, février 2017, p. 94-96; UNAMA, *Midyear Report 2017*, juillet 2017, p. 59-61; USDOS, *Country Report on Human Rights*, 3 mars 2017, p. 2, 4. Selon la MANUA, la direction de l'ALP a pris des mesures en 2016 afin de renforcer l'obligation de l'ALP de rendre des comptes. En 2016, une instruction pénale a été ouverte contre 108 membres de l'ALP pour abus de pouvoir.

mené une opération contre les Talibans dans la province de Faryab, durant laquelle 13 civils ont trouvé la mort et 32 ont été blessés.³⁹

Les Talibans. Les talibans, qui, au fil des ans, se sont montrés extrêmement résistants et flexibles, continuent de représenter la plus grande menace sécuritaire et politique en Afghanistan. Les changements de leaders qu'ils ont été contraints d'effectuer à deux reprises dans un laps de temps très court ne semblent pas avoir mis à mal le mouvement. A la mort de Mullah Akhtar Mansur, tué le 21 mai 2016, moins d'un an après sa prise de pouvoir officielle, par un drone américain, Haibatullah Akhundzadah, l'un des adjoints de Mansur, est parvenu à assurer une transition quasi immédiate. Depuis lors, Haibatullah Akhundzadah continue de mener avec succès l'organisation sur le champ de bataille.⁴⁰ La publication par Haibatullah Akhundzadah d'une nouvelle directive sur la direction adéquate du Jihad semble cependant avoir pour but de renforcer la cohésion du mouvement, qui fait face, d'autant plus depuis la mort de Mullah Omar, à des tensions voire à des divisions.⁴¹

Sur le plan militaire, on constate un changement de tactique évident : alors que les Talibans se sont concentrés sur les zones rurales ces dernières années, ils ont depuis 2015 également visé les zones urbaines. Tournant à nouveau le dos aux tactiques de la guérilla, ils mènent davantage d'attaques à grande échelle. Celles-ci se déroulant plus souvent dans des zones densément peuplées, elles représentent un risque accru pour la population civile. Les attaques conduisent à des déplacements de population massifs.⁴² En outre, l'approche semble être plus agressive. Ainsi, en menant des offensives contre les villes, comme ce fut le cas des attaques de Janikhel en juillet et août 2017, les Talibans cherchent avant tout à effectuer des démonstrations de force. Ces attaques urbaines ne doivent en effet pas être interprétées comme des tentatives sérieuses de conquérir et de contrôler un centre urbain. Les Talibans utilisent ces attaques à des fins de propagande, poussant le gouvernement afghan sur la défensive et s'approvisionnant ainsi en matériel et en armes. En outre, ils se fondent sur les raids qu'ils mènent dans les zones rurales pour porter des offensives contre de nombreuses capitales provinciales.⁴³

³⁹ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 2-4; ICG, The Future, 10 avril 2017, p. 17-18; The Diplomat, Afghanistan's Militias: The Enemy Within?, 4 janvier 2017: <http://thediplomat.com/2017/01/afghanistans-militias-the-enemy-within/>. Concernant les accusations dont font l'objet le vice-président Dostom et ses milices, voir note de bas de page 7.

⁴⁰ Mullah Yaqub, fils de Mullah Omar, et Sirajuddin Haqqani, commandant opérationnel du réseau Haqqani, sont les adjoints officiels d'Akhundzadah. CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, Summary, p. 18; NZZ, Eine Mega-Bombe ist keine Strategie, 25 avril 2017.

⁴¹ AAN, Taleban leader Hebatullah's new treatise on jihad, 15 juillet 2017: www.afghanistan-analysts.org/aan-qa-taleban-leader-hebatullahs-new-treatise-on-jihad/. Il tente, tout particulièrement en raison de l'essor de l'EI/Daech en Afghanistan, de contenir au maximum la perte de contrôle et la méfiance au sein du mouvement.

⁴² UNHCR, renseignements du HCR, décembre 2016, p. 3; acaps, Afghanistan – Undocumented returnees, Briefing Note, 7 avril 2017, p. 5: www.acaps.org/special-report/afghanistan-undocumented-returnees-pakistan-and-iran.

⁴³ Afghanistan Analysts Network (AAN), At the End of a Long Curve: The fall of Janikhel, 8 août 2017, p. 1, 3-4, 6-7: www.afghanistan-analysts.org/at-the-end-of-a-long-curve-the-fall-of-janikhel/; Long War Journal, Taliban retakes eastern Afghan district from Afghan forces, 10 août 2017: www.long-warjournal.org/archives/2017/08/taliban-retakes-eastern-afghan-district-from-afghan-forces.php; Long War Journal, Sending more troops, 21 août 2017. AAN cite Janikhel comme exemple pour illustrer comment la faiblesse des autorités locales, des décennies d'incurie du gouvernement afghan pour la région et le lent émiettement des structures tribales ont transformé cette région pro-gouvernementale en un vivier de recrutement pour les Talibans, mais aussi et surtout pour le réseau Haqqani.

Le 28 avril 2017, les Talibans ont annoncé le début de leur offensive de printemps intitulée « Opération Mansuri », se concentrant non seulement à mener des raids contre les forces de sécurité afghanes et étrangères, mais aussi à construire et renforcer leurs propres institutions. Kunduz, Baghlan, Helmand et Uruzgan comptent parmi les provinces qui ont fait l'objet des combats les plus acharnés. En juillet 2017, les Talibans ont conquis trois districts dans trois provinces (Paktia, Faryab et Ghor) situées dans trois régions différentes du pays. Les Talibans ont ainsi démontré qu'ils étaient capables de mener des opérations militaires sur tous les fronts, pratiquement simultanément. Même s'ils perdent parfois le contrôle de certains territoires, les Talibans restent généralement agressifs et parviennent à étendre progressivement leur contrôle et, partant, à améliorer leur liberté de mouvement.⁴⁴ Dans le nord du pays, les Talibans ont accru de manière significative leur influence, en particulier dans les deux provinces de Faryab et Sar-e Pol. Ils ont réussi à recruter des non-Pachtounes (y compris des Tadjiks, des Ouzbeks, des Aimaqs et des Arabes) dans leur mouvement et à leur attribuer des positions dirigeantes, en tant que gouverneurs ou chefs des commissions militaires par exemple. Les Talibans poursuivent ainsi toujours l'objectif de se construire une image de mouvement multiethnique enraciné dans la communauté locale.⁴⁵ Dans le sud, l'influence des Talibans s'étire à présent comme une ceinture le long des provinces de Helmand, Kandahar, Uruzgan, Zabul et Ghazni.⁴⁶ En outre, les Talibans sont parvenus dans le sud à repousser l'EI/Daech, contre lequel ils mènent des combats, en particulier dans la province de Nangarhar.⁴⁷

« **L'Etat islamique** »/Daech. L'EI/Daech est actif en Afghanistan depuis l'été 2014 et se compose d'ancien combattants talibans afghans ainsi que d'autres groupes armés, y compris des Talibans pakistanais (*Tehrik-e-Taliban Pakistan* – TTP). Il a connu une expansion rapide, particulièrement dans l'est du pays, surtout dans les provinces de

⁴⁴ Associated Press, Taliban Announce Spring Offensive, Vow to Build Institutions, 28 avril 2017: <https://www.usnews.com/news/world/articles/2017-04-27/taliban-announce-start-of-spring-offensive>; NZZ, Eine Mega-Bombe ist keine Strategie, 25 avril 2017; Long War Journal, Taliban seizes 3 districts, 25 juillet 2017; Der Standard, Mindestens 23 Tote bei heftigen Kämpfen in Nordafghanistan, 19 juillet 2017: <http://derstandard.at/2000061524379/Mindestens-23-Tote-bei-heftigen-Kaempfen-in-Nordafghanistan>; Foreign Policy, 'Mission Accomplished', 28 mars 2017; NZZ, Taliban erobern zwei weitere Bezirke, 23 juillet 2017: www.nzz.ch/international/krieg-in-afghanistan-taliban-erobern-zwei-weitere-bezirke-ld.1307443.

⁴⁵ Afghanistan Analysts Network (AAN), Non-Pashtun Taleban of the North (2): Case studies of Uzbek Taleban in Faryab and Sar-e Pul, 17 mars 2017, p. 1: www.afghanistan-analysts.org/non-pashtun-taleban-of-the-north-2-case-studies-of-uzbek-taleban-in-faryab-and-sar-e-pul/; CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 18. Selon le Congressional Research Service des Etats-Unis, dans les régions non-pachtounes du pays, particulièrement dans le nord, de plus en plus de groupes antigouvernementaux non-pachtounes (notamment tadjiks et ouzbeks) se rallient aux Talibans. Ces groupes seraient idéologiquement moins marqués et appliqueraient de manière moins stricte que les Talibans les lois et autres restrictions islamiques.

⁴⁶ Long War Journal, Taliban control of Afghan districts remains 'unchanged', 1^{er} août 2017.

⁴⁷ Long War Journal, Taliban and Islamic State clash in eastern Afghanistan, 1^{er} mai 2017: www.longwarjournal.org/archives/2017/05/taliban-and-islamic-state-clash-in-eastern-afghanistan.php; Middle East Institute, Iran's Taliban Gamble in Afghanistan, 17 mai 2017: www.mei.edu/content/article/iran-s-taliban-gamble-afghanistan. Le 6 août 2017, des membres des Talibans, alliés à des combattants de l'EI/Daech, auraient mené une offensive contre le village à majorité shiite Mirza Olang, dans la province de Sar-e-Pol. Plus de 50 personnes auraient trouvé la mort et de nombreuses autres faites otages. Il est peu probable que l'attaque ait été issue d'une véritable collaboration entre les deux mouvements. Ceux-ci se livrent d'ordinaire en effet d'après combats. En outre, il arrive que les combattants passent d'une organisation à l'autre et se présentent eux-mêmes comme appartenant à un ou l'autre groupe. Voir : Afghanistan Analysts Network (AAN), The Assault in Sayad: Did Taleban and Daesh really collaborate?, 9 août 2017: www.afghanistan-analysts.org/the-assault-in-sayad-did-taleban-and-daesh-really-collaborate/; NZZ, Vormarsch von Taliban und Islamischem Staat, 7 août 2017.

Nangarhar et Kunar. Au printemps 2016, l'EI contrôlait onze districts selon des données des membres de l'armée américaine et disposait de 2000 à 3000 combattants.⁴⁸ La capacité de l'EI/Daech de mener des attaques complexes a accru en 2016.⁴⁹ Après d'intenses combats menés par les forces de sécurité américaines et afghanes, qui ont pris fin le 13 avril 2017 avec le largage de la plus grande bombe conventionnelle américaine – la *GBU-43/B Massive Ordnance Air Blast* (MOAB) –, les commandants américains estimaient en avril 2017 que l'EI/Daech présentaient encore un contingent de 700 personnes.⁵⁰ Bien que cette offensive ait permis de faire reculer l'EI/Daech dans la province de Nangarhar, elle n'est probablement pas parvenue à mettre réellement à mal sa capacité grandissante à mener des raids dans la capitale. Les attaques de l'EI/Daech visant principalement les membres de la Shi'a/Hazara, elles ont contribué à l'escalade du conflit et lui ont conféré une composante sectaire.⁵¹

L'EI/Daesh règne avec une extrême brutalité sur les régions qu'il contrôle. Il est connu de tous que le mouvement décapite des membres de l'ANDSF, ferme des écoles et des centres de santé et interdit la culture de l'opium et de la marijuana, ce qui a privé de nombreuses familles d'un moyen de subsistance économique de base. Les restrictions et la répression sociale à l'égard des femmes et des filles ont connu une augmentation dans ces régions. L'EI/Daech est combattu non seulement par les forces de sécurité afghanes et internationales mais aussi par les Talibans.⁵²

Al-Qaïda. Al-Qaïda mène depuis 2001 principalement des opérations de soutien pour d'autres groupes antigouvernementaux, surtout dans le nord-est de l'Afghanistan. Fin 2015, des unités spéciales américaines ont découvert dans la province de Kandahar un large camp d'entraînement dirigé par Al-Qaïda, ce qui laissait penser qu'Al-Qaïda

⁴⁸ CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 20; AAN, 'Mother of All Bombs', 15 avril 2017, p. 2; Long War Journal, Taliban and Islamic State clash in eastern Afghanistan, 1^{er} mai 2017; New York Times, 'Mother of All Bombs', 14 avril 2017.

⁴⁹ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 7, 10, 46, 51, 64, 79-81. Les attentats de l'EI/Daesh se concentraient auparavant principalement sur la province de Nangarhar selon UNAMA. Quatre attaques d'envergure ont toutefois été menées contre des civils à Kaboul en 2016, dont trois visaient la minorité chiite.

⁵⁰ CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 20; AAN, 'Mother of All Bombs', 15 avril 2017, p. 3; New York Times, 'Mother of All Bombs', 14 avril 2017; NZZ, Die «Mutter aller Bomben» tötete 94 Islamisten, 15 avril 2017: www.nzz.ch/international/afghanistan-die-mutter-aller-bomben-toetete-94-islamisten-ld.1287132. Celle-ci aurait tué plus de 94 combattants de l'EI et détruit un système de tunnels souterrains selon la NZZ.

⁵¹ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 7, 10, 34-36, 46, 64, 79-81; CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 10, 21; AAN, 'Mother of All Bombs', 15 avril 2017, p. 6; New York Times, Leader of ISIS Branch, 7 mai 2017; Long War Journal, Taliban and Islamic State, 1^{er} mai 2017; AI, Amnesty International Report 2016/17, 22 février 2017; Zeit online, Viele Tote und Verletzte bei Explosionen in Kabul, 23 juillet 2016: www.zeit.de/politik/ausland/2016-07/afghanistan-kabul-explosion-demo-tote-verletzte; Zeit online, Mehrere Tote bei Angriff auf schiitischen Schrein, 11 octobre 2016: www.zeit.de/gesellschaft/2016-10/kabul-anschlag-schiiten-schrein-aschura-fest-afghanistan; Zeit online, Zahlreiche Tote bei Anschlag in Afghanistan, 21 novembre 2016: www.zeit.de/gesellschaft/zeitgeschehen/2016-11/kabul-explosion-moschee-schiiten. Le 23 juillet 2016, un attentat-suicide a eu lieu lors d'une manifestation de membres de la minorité Hazara, le 11 octobre 2016, un attentat contre un temple chiite et en novembre une attaque contre une mosquée chiite.

⁵² CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 20; AAN, 'Mother of All Bombs', 15 avril 2017, p. 3, 5-6; Long War Journal, Taliban and Islamic State, 1^{er} mai 2017; UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 11. Les succès obtenus dans la lutte contre l'EI en Irak et Syrie pourraient avoir entraîné un afflux de combattants de l'EI en Afghanistan. Il existe en effet déjà des rapports faisant état d'une augmentation du nombre de combattants étrangers dans le pays, dont des arabes et des tadjiks. Jamestown Foundation, Eurasia Daily Monitor, To Afghanistan Not Syria? Islamic State Diverts Tajik Fighters South, 15 mars 2017: <https://jamestown.org/program/afghanistan-not-syria-islamic-state-diverts-tajik-fighters-south/>.

était parvenu à étendre sa présence en Afghanistan. En avril 2016, les commandants américains ont estimé le contingent d'Al-Qaïda entre 100 et 300 combattants, alors que, selon les estimations des militaires afghans, il se situait entre 300 et 500. Al-Qaïda renoue petit à petit contact avec les Talibans, mais n'entretient aucune relation directe avec l'EI/Daech. En octobre 2016, des forces de sécurité américaines sont parvenues à tuer Faruq Qahtani, commandant d'Al-Qaïda pour le nord-est de l'Afghanistan. Fin mars 2017, un autre dirigeant d'al-Qaïda en Afghanistan, Qan Yasin, a également été tué. Al-Qaïda représente à nouveau une menace sérieuse dans le pays.⁵³

Sécurité, production de drogue, lutte contre la drogue et dépendance à la drogue. Selon l'*Office des Nations Unies contre la drogue et le crime* (ONUDC), comparé à 2015, la superficie totale des cultures de drogue a connu une nouvelle augmentation en 2016 en Afghanistan (plus 10%), tout comme la production par hectare (plus 30%). Le prix de l'opium a lui aussi augmenté. 21 provinces cultivent actuellement de l'opium (2009 : 14 provinces). La superficie des terres ayant fait l'objet de mesures de lutte contre la production de drogue s'est réduite en 2016 de 91%.⁵⁴ La production et le commerce prospèrent surtout dans les régions où les institutions afghanes sont faiblement représentées, mais ne sont pas limitées aux zones contrôlées par des factions antigouvernementales.⁵⁵ Les Talibans disposeraient à présent d'un contrôle accru sur la culture et le commerce des drogues ainsi que de leurs propres usines. Selon l'ONUDC, environ la moitié des revenus des Talibans en 2016 provient de la production d'opium. En outre, l'usage des drogues en Afghanistan est aujourd'hui largement répandu et les drogues synthétiques, y compris la méthamphétamine, sont plus faciles d'accès qu'auparavant.⁵⁶

⁵³ CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 18-19; New York Times, ISIS Captures Tora Bora, Once Bin Laden's Afghan Fortress, 14 juin 2017: www.nytimes.com/2017/06/14/world/asia/isis-captures-tora-bora-afghanistan.html?_r=0; Zeit online, Al-Kaïda-Anführer in Afghanistan bei US-Angriff getötet, 26 mars 2017: www.zeit.de/news/2017-03/26/konflikte-al-kaïda-anfuehrer-in-afghanistan-bei-us-angriff-getoetet-26055004; Long War Journal, Taliban control of Afghan districts remains 'unchanged', 1^{er} août 2017; Long War Journal, Sending more troops, 21 août 2017. Long War Journal suppose qu'Al-Qaïda en Afghanistan est également présent dans la province de Helmand. Les Etats-Unis auraient établi durant de nombreuses années des données erronées sur la taille et l'importance d'Al-Qaïda en Afghanistan. Ainsi, les Etats-Unis auraient tué ou capturé en Afghanistan entre octobre 2015 et décembre 2016 quelque 400 membres d'Al-Qaïda, soit quatre fois plus que le nombre maximal fourni par les estimations officielles des Etats-Unis eux-mêmes.

⁵⁴ UN Office on Drugs and Crime (UNODC), Afghanistan – Opium Survey 2016, décembre 2016, p. 6-7, 9, 14-15, 17, 19, 28-31, 33, 39-41: www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/Afghanistan_opium_survey_2016_cultivation_production.pdf. Dans les régions contrôlées par l'EI, la culture de l'opium a connu un net recul en raison de cette interdiction.

⁵⁵ SIGAR, Quarterly Report, 30 avril 2017, p. 189; UNODC, Opium Survey 2016, décembre 2016, p. 7, 14. Il s'agit des régions les moins sûres du pays, qui sont à peine accessibles pour la plupart des organisations de l'ONU ou non gouvernementales. La culture a connu une forte augmentation dans le nord surtout. En outre, l'expansion de la surface de culture est directement liée à la détérioration de la situation sécuritaire.

⁵⁶ SIGAR, Quarterly Report, 30 avril 2017, p. 190; n-tv, Taliban drängen in den Drogenhandel, 8 août 2017: www.n-tv.de/politik/Taliban-draengen-in-den-Drogenhandel-article19973902.html. Le gouvernement afghan fait preuve de lenteur dans la mise en œuvre du National Drug Action Plan qu'il a adopté en 2015 (NDAP).

3.2 Situation sécuritaire dans les différentes régions du pays

Détérioration de la situation sécuritaire dans toutes les régions du pays. Depuis la fin de 2014, la situation sécuritaire s'est considérablement détériorée. En 2016, le nombre de victimes civiles tuées ou blessées dans des opérations militaires a augmenté dans 20 provinces d'Afghanistan (sur 34), à savoir dans presque toutes les provinces du Sud (Helmand, Nimruz, Uruzgan, Zabul), dans toutes les provinces du Nord (Balkh, Faryab, Jawzjan, Samangan et Sar-e Pul). Rien qu'au cours des cinq premiers mois de 2017 ont eu lieu « huit grandes attaques à Kaboul et 42 attaques dans d'autres parties du pays ». De plus en plus d'ONG se retirent d'Afghanistan en raison de la mauvaise situation sécuritaire.⁵⁷

Centre (Ghazni, Logar, Wardak, Kaboul, Kapisa, Parwan et Panjshir) et hauts plateaux du centre (Bamyan et Daikundi). Le centre du pays figure en 2016 au deuxième rang des régions qui ont connu le plus de victimes civiles. Cette forte augmentation est due notamment aux attentats-suicides et aux attaques complexes dans la capitale Kaboul. Selon le HCR, « certaines parties de la province de Bamyan (en particulier les districts du nord-est de Shibear, Sayghan et Kahmard) [...] sont considérées comme particulièrement vulnérables en raison de l'incursion sporadique de forces antigouvernementales ». En outre, la population des hauts plateaux du centre est très limitée dans sa liberté de mouvement et est économiquement relativement isolée en raison d'attaques ciblées menées contre les membres des Hazara par des groupes antigouvernementaux le long des routes principales.⁵⁸

La capitale Kaboul. Le nombre d'attentats-suicides dans la capitale a fortement augmenté en 2016. En raison de leur complexité croissante, ils ont occasionné beaucoup plus de pertes civiles que des combats sporadiques menés dans d'autres parties du pays. Kaboul compte environ 70% de l'ensemble des victimes civiles d'attentats-suicides et d'attaques complexes du pays, ce qui représente une augmentation spectaculaire de 68% par rapport à 2015. Au premier semestre de 2017, la province de Kaboul a enregistré le plus grand nombre de victimes civiles, principalement en raison d'attaques dans la capitale, alors même que la ville est l'une des zones les plus sécurisées du pays.⁵⁹ Quelques exemples d'attaques depuis la mi-2016 : attaque sur la place Deh Mazang (23 juillet 2016), attaque contre l'université américaine (24 août 2016), attaque contre la mosquée Baqir ul Ulum (21 novembre 2016), double attaque devant le parlement (10 Janvier 2017), attaque contre la Cour suprême (8 février 2017), double attaque contre une école militaire et un bâtiment des services secrets (1^{er} mars 2017), attaque contre un hôpital militaire (8 mars 2017), attaque contre un

⁵⁷ UNAMA, Annual Report, février 2017, p. 4-5, 41-42; UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 5, 73; Luzerner Zeitung, 36 Tote bei Angriff auf Bank in Afghanistan, 22 juin 2017: www.luzernerzeitung.ch/nachrichten/international/36-tote-bei-angriff-auf-bank-in-afghanistan;art46446,1051605; Tagesspiegel, Sicherheitslage behindert deutsche Projekte, 22 mai 2017: www.tagesspiegel.de/politik/afghanistan-sicherheitslage-behindert-deutsche-projekte/19839420.html; Deutsche Welle, Tote bei Anschlag in afghanischer Hauptstadt Kabul, 12 avril 2017: www.dw.com/de/tote-bei-anschlag-in-afghanischer-hauptstadt-kabul/a-38403843.

⁵⁸ HCR, remarques du HCR de l'ONU, décembre 2016, p. 6; UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 4-5.

⁵⁹ HCR, remarques du HCR de l'ONU, décembre 2016, p. 7; UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 60; UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 5, 73. Environ 94% des victimes recensées dans la province de Kaboul par UNAMA au premier semestre de 2017 sont dues à des attentats-suicides et des attaques complexes menées dans la capitale.

minibus (13 mars 2017), attaque à proximité du palais présidentiel et de plusieurs ministères (12 avril 2017), attaque à proximité de l'ambassade des États-Unis (3 mai 2017), attaque contre une mosquée shiite (15 juin 2017), attaque à la voiture piégée dans l'ouest de la capitale (24 juillet 2017), attaque contre l'ambassade d'Irak (31 juillet 2017), attaque contre la mosquée chiite (25 août 2017), attaque à proximité de l'ambassade des États-Unis (29 août 2017).⁶⁰ L'attaque la plus lourde au cours du premier semestre 2017 a eu lieu le 31 mai 2017 dans le quartier diplomatique de Kaboul. L'explosion d'un pétrolier a entraîné la mort de quelque 150 personnes et blessé plus de 450 personnes.⁶¹ La capitale est également surchargée par le retour massif des réfugié-e-s afghans en provenance du Pakistan et de l'Iran, qui se concentrent dans des colonies informels déjà surpeuplés.⁶²

Le sud (Uruzgan, Nimroz, Helmand, Kandahar et Zabul), le sud-est (Paktika, Khost et Paktiya) et l'est (Nuristan, Laghman, Kunar et Nangarhar). En 2016 et dans la première moitié de 2017, les combats ont à nouveau affecté le plus durement le sud du pays. Le nombre de victimes civiles y a connu une augmentation de 17% en 2016 par rapport à 2015.⁶³ En outre, l'opium est encore cultivé majoritairement dans

⁶⁰ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 60-63, 74-75; Spiegel online, Rund 50 Tote bei Anschlägen in Kabul, 10 janvier 2017: www.spiegel.de/politik/ausland/taliban-terror-in-afghanistan-dutzende-opfer-bei-doppelanschlag-in-kabul-a-1129378.html; Reuters, Islamic State claims responsibility for Afghan Supreme Court attack, 8 février 2017: www.reuters.com/article/us-afghanistan-blast-idUSKBN15N1KV; NZZ, Zwei Anschläge erschüttern Kabul, 1^{er} mars 2017: www.nzz.ch/international/terror-in-afghanistan-zwei-anschlaege-erschuettern-kabul-ld.148443; Zeit online, 49 Tote bei Angriff auf Krankenhaus, 8 mars 2017: www.zeit.de/gesellschaft/2017-03/afghanistan-kabul-angriff-militaerkrankenhaus; Tagesspiegel, Schwere Explosion in Kabul, 13 mars 2017: www.tagesspiegel.de/politik/afghanistan-schwere-explosion-in-kabul/19509202.html; Deutsche Welle, Tote bei Anschlag in afghanischer Hauptstadt Kabul, 12 avril 2017; NZZ, Acht Tote bei Bombenanschlag in Kabul, 3 mai 2017: www.nzz.ch/international/afghanistan-heftige-explosion-im-zentrum-von-kabul-ld.1289962; Zeit online, Anschlag auf schiitische Moschee in Kabul, 16 juin 2017: www.spiegel.de/politik/ausland/afghanistan-anschlag-auf-moschee-in-kabul-a-1152367.html; Tagesschau.de, Mehr als 60 Tote in Afghanistan, 24 juillet 2017: www.tagesschau.de/ausland/afghanistan-anschlag-kabul-105.html; SRF, Attentat vor irakischer Botschaft in Kabul, 31 juillet 2017: www.srf.ch/news/international/attentat-vor-irakischer-botschaft-in-kabul; Zeit online, Viele Tote bei Anschlag auf Moschee in Kabul, 25 août 2017: www.zeit.de/gesellschaft/zeitgeschehen/2017-08/kabul-moschee-anschlag-attentat-is; FAZ, Tote und Verletzte bei Selbstmordanschlag in Kabul, 29 août 2017: www.faz.net/aktuell/politik/ausland/afghanistan-tote-und-verletzte-bei-selbstmordanschlag-in-kabul-15173401.html.

⁶¹ SIGAR, Quarterly Report, 30 juillet 2017, p. 86; CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 10; NZZ, Deutsche Botschaft in Kabul durch Anschlag schwer beschädigt, 31 mai 2017: www.nzz.ch/international/schwere-explosion-in-afghanistan-bombe-detoniert-in-diplomatenviertel-von-kabul-ld.1298499; Guardian, Afghanistan holds peace conference amid violence and protests, 6 juin 2017: www.theguardian.com/world/2017/jun/06/afghanistan-peace-conference-violence-protests-kabul-bombing. Les Talibans comme le réseau Haqqani rejettent tout rôle dans cet attentat, qui a endommagé les ambassades de France et d'Allemagne. Lors des protestations contre le gouvernement afghan qui ont suivi, la police a ouvert le feu contre les manifestants. Le 3 juin 2017, trois grosses explosions ont eu lieu lors des funérailles d'une personnalité importante tuée lors de ces protestations. 19 personnes ont trouvé la mort et plus de 100 autres ont été blessées.

⁶² HCR, renseignements du HCR de l'ONU, décembre 2016, p. 7.

⁶³ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 4. Exemples d'attaques menées entre janvier et juillet 2017 : attaque contre la maison du gouverneur de Kandahar (10 janvier 2017), attaques contre les postes de sécurité et la maison du commandant de police de la province de Laghman (1^{er} mars 2017), attaque d'une banque à Paktia (mai 2017), attaque à la voiture piégée contre une banque de la province de Helmand (22 juin 2017) et attaque contre la base militaire de la province de Kandahar (20 juillet 2017). Spiegel online, Rund 50 Tote bei Anschlägen in Kabul, 10 janvier 2017; Der Standard, Taliban stürmen Bezirkszentrum in Nordafghanistan, 1^{er} mars 2017: <http://derstandard.at/2000053438015/Taliban-stuermt-Bezirkszentrum-in-Nordafghanistan>; Luzerner Zeitung, 36 Tote bei Angriff auf Bank in Afghanistan, 22 juin 2017; Zeit online, 49 Tote bei Angriff auf Krankenhaus, 8 mars 2017; Moz.de, Elf Soldaten und Polizisten bei Anschlägen in Afghanistan getötet, 20 juillet 2017: www.moz.de/artikel-ansicht/dg/0/1/1590379.

le sud (59%).⁶⁴ En 2016, c'est la province de Helmand qui a enregistré le plus grand nombre de victimes civiles dans des combats (soit une augmentation de 40% par rapport à 2015), principalement en raison des offensives menées en août et octobre 2016 par les Talibans pour le contrôle de Lashkargah.⁶⁵ Durant les offensives de Lashkargah, des déplacés internes ont fui vers le nord de la province, dans des zones contrôlées par les Talibans. Bien que cette région soit privée de presque toute aide humanitaire, les déplacés considéraient en effet qu'il s'agissait d'une région plus stable et plus sûre. En juillet 2017, six des 14 districts se situaient sous le contrôle des Talibans et six autres étaient encore disputés, y compris la capitale provinciale Lashkargah.⁶⁶ En outre, la capitale de la province d'Uruzgan, Tirin Kot, fait également l'objet de combats et Kalat, capitale de la province de Zabul, a elle aussi subi des attaques. Après la ville de Kaboul, c'est la province de Nangarhar qui a connu le plus grand nombre de victimes civiles d'attentats-suicides et d'attaques complexes en 2016. La province a également été durement touchée par des frappes aériennes américaines ciblant l'EI/Daech.⁶⁷ À Nangarhar, 13 districts étaient inaccessibles au printemps 2017. À Kunar, au moins 15 mouvements armés différents sont actifs, dont les Talibans, l'EI/Daech, Al-Qaïda et Lashkar-e Tappiba.⁶⁸

Le nord (Faryab, Sar-e Pol, Jowzjan, Balkh et Samangan) et le nord-est (Kunduz, Baghlan, Takhar et Badakhshan). La situation sécuritaire s'est considérablement détériorée dans le nord du pays depuis la fin de 2014. En octobre 2016, Kunduz a été occupée pour la deuxième fois pendant quelques jours par les Talibans. Dans la province de Kunduz, les groupes antigouvernementaux contrôlent déjà un territoire continu. Pourtant considérée jusqu'alors comme relativement sûre, la ville de Mazar-e-Sharif, située dans la province de Balkh, a fait l'objet le 10 novembre 2016 d'une attaque commise par les Talibans à l'encontre du consulat général d'Allemagne.⁶⁹ En outre, le 21 avril 2017, des membres des Talibans ont attaqué la base de l'armée Shatin située à proximité de Mazar-e-Sharif.⁷⁰ De plus, les provinces de Faryab, de

⁶⁴ ONUDC, Opium Survey 2016, décembre 2016, p. 6, 14-15, 23-24.

⁶⁵ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 44.

⁶⁶ Long War Journal, Afghan forces liberate district in central Helmand 17 juillet 2017: www.longwarjournal.org/archives/2017/07/afghan-forces-liberate-district-in-central-helmand.php; Der Standard, Taliban erobern strategisch wichtigen Bezirk Afghanistans, 23 mars 2017: <http://derstandard.at/2000054691842/Taliban-erobern-strategisch-wichtigen-Bezirk>; UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 11. Selon l'UNOCHA, la route principale de Kandahar à Lashkargah était coupée durant environ six semaines entre août et septembre 2016 et l'ensemble du réseau routier de Tirin Kot (Province de Uruzgan) est sous le contrôle de groupes antigouvernementaux depuis octobre 2016.

⁶⁷ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 41-42, 61, 79-80, 85-86; UN Secretary-General, The situation in Afghanistan, 3 mars 2017, p. 3; Deutsche Welle, Tote bei Anschlag in afghanischer Hauptstadt Kabul, 12 avril 2017; Zeit online, Deutsche in Kabul getötet, 21 mai 2017: www.zeit.de/gesellschaft/zeitgeschehen/2017-05/afghanistan-kabul-deutsche-getoetet.

⁶⁸ acaps, Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 2-3. Les districts inaccessibles sont : Shinwar, Surkhrod, Khogyani, Batikot, Chaparhar, Kot, Achain, Dehbala, Hearak, Pachieragam, Sherzad, Durbaba et Nazyan. En outre, la situation sécuritaire des routes entre le district de Khashrod et celui de Zaranj dans la province de Nimruz est volatile.

⁶⁹ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 61-62; Welt/N24, Tausende Bundeswehr-Helfer suchen Schutz in Deutschland, 7 avril 2017: www.welt.de/politik/deutschland/article163490808/Tausende-Bundeswehr-Helfer-suchen-Schutz-in-Deutschland.html; Welt/N24, Nach Anschlag zieht Berlin deutsche Diplomaten ab, 11 novembre 2016: www.welt.de/politik/article159445576/Nach-Anschlag-zieht-Berlin-deutsche-Diplomaten-ab.html. Quatre personnes ont été tuées selon l'UNAMA et 131 blessées. Le consulat général allemand a dû être fermé en raison d'attaques et les collaborateurs ont été transférés dans un camp militaire allemand.

⁷⁰ Deutsche Welle, Mehr als 140 Tote bei Überfall auf Militärbasis in Afghanistan, 22 avril 2017: www.dw.com/de/mehr-als-140-tote-bei-%C3%BCberfall-auf-milit%C3%A4rbasis-in-afghanistan/a-38540386; New York Times, Taliban Attack Afghan Army Base, Killing Dozens, 21 avril 2017:

Sar-e Pol et de Baghlan sont âprement disputées. En 2016, outre l'ANA, le général Dostum a également combattu aux côtés du gouvernement avec l'aide de milices et des « *uprising forces* » contre les groupes antigouvernementaux. Dans la province de Baghlan, des villages de Hazara ont été attaqués à l'automne 2016 lors de combats entre des groupes antigouvernementaux et les ANDSF.⁷¹ En outre, la culture de drogues dans le nord a fortement augmenté en 2016 par rapport à 2015.⁷²

L'ouest (Herat, Farah, Badghis et Ghor). Dans la province de Herat, les Talibans sont actifs dans certaines zones plus reculées, comme à Obe ou Shindand. À la fin de l'année 2016, les Taliban et l'ANDSF se disputaient le district de Ghoria, dans la province d'Herat.⁷³ Le 6 juin 2017 a eu lieu dans la ville de Herat un attentat à la bombe contre la Grande Mosquée⁷⁴ et, le 1^{er} août 2017, l'EI/Daech a perpétré dans la ville de Herat une attaque contre une mosquée chiite.⁷⁵ En raison des conflits armés dans le pays, la province de Herat constitue à la fois un refuge pour les déplacés internes (par exemple, en provenance de Lashkargah) et une source de déplacements internes (par exemple à cause des luttes internes que connaissent les Talibans). En outre, de nombreux habitants des provinces de Badghis, Faryab et Farah ont fui à Herat.⁷⁶ Le 12 juillet 2017, dans le district de Bala Buluk, dans la province de Farah, sept voyageurs ont été entraînés hors d'un bus et tués par des membres des Talibans. Le 23 juillet 2017, une attaque a eu lieu contre une clinique de la province de Ghor. Les frappes aériennes contre les Talibans dans l'ouest du pays continuent en outre de faire de nombreuses victimes parmi la population civile.⁷⁷

Forces régionales. Le Pakistan continue de fournir refuge et assistance aux Talibans afghans, ce qui reste le plus grand défi dans la lutte contre les groupes antigouvernementaux. En outre, le Pakistan est encore perçu comme un obstacle aux pourparlers de paix avec les Talibans. Cependant, les autres États voisins de l'Afghanistan

www.nytimes.com/2017/04/21/world/asia/taliban-attack-afghanistan.html?_r=0; N-tv, Afghanischer Minister tritt zurück, 24 avril 2017: www.n-tv.de/politik/Afghanischer-Minister-tritt-zurueck-article19806510.html; NZZ, Eine Mega-Bombe ist keine Strategie, 25 avril 2017. Selon la Deutsche Welle, au moins 140 soldats ont trouvé la mort lors de l'attaque et 160 autres ont été blessés. Le ministre de la défense, Abdullah Habibi, et le chef de l'armée, Kadam Schah Schahim, ont annoncé leur démission avec effet immédiat le 24 avril 2017, quatre commandants de corps ont été remplacés. Le 17 juin 2017, un attentat à l'interne a été perpétré contre le camp militaire de Shahin. Zeit online, Afghanischer Soldat verletzt drei US-Soldaten bei «Insider-Attacke», 17 juin 2017: www.zeit.de/news/2017-06/17/afghanistan-afghanischer-soldat-verletzt-drei-us-soldaten-bei-insider-attacke-17174804.

⁷¹ AAN, Non-Pashtun Taliban of the North (2), 17 mars 2017, p. 6-8; UNHCR, renseignements du HCR, décembre 2016, p. 6; Der Standard, Taliban stürmen Bezirkszentrum in Nordafghanistan, 1^{er} mars 2017. Concernant les milices de Dostum et les « *uprising forces* », voir aussi la note de bas de page 7.

⁷² UNODC, Opium Survey 2016, décembre 2016, p. 6, 14, 22-23. L'augmentation s'élève à 324%.

⁷³ acaps, Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 2-3.

⁷⁴ Guardian, Afghanistan holds peace conference, 6 juin 2017.

⁷⁵ Zeit online, IS bekennt sich zu Anschlag auf schiitische Moschee in Afghanistan, 2 août 2017: www.zeit.de/news/2017-08/02/afghanistan-is-bekannt-sich-zu-anschlag-auf-schiitische-moschee-in-afghanistan-02153404. 30 à 50 personnes auraient été tuées et jusqu'à 80 autres blessées.

⁷⁶ acaps, Afghanistan – Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 2; UNHCR, renseignements du HCR, décembre 2016, p. 8. Bien que de nombreuses personnes déplacées séjournent depuis de nombreuses années à Herat, une intégration durable n'a pas été possible selon le HCR.

⁷⁷ FAZ, Tote und Verletzte bei Selbstmordanschlag in Kabul, 29 août 2017; Tagesschau.de, Mehr als 60 Tote in Afghanistan, 24 juillet 2017; Der Standard, Taliban töteten mindestens sieben Reisende in Westafghanistan, 12 juillet 2017: <http://derstandard.at/2000061178278/Taliban-toeteten-mindestens-sieben-Reisende-in-Westafghanistan>.

jouent eux aussi un rôle plus que douteux. Alors que les pays occidentaux souhaiteraient mettre un terme à leur présence en Afghanistan le plus rapidement possible, les États voisins cherchent à étendre leur influence jusqu'en Afghanistan et à réprimer la présence occidentale dans le pays. Ils sont de plus en plus inquiets de la présence de l'EI/Daech en Afghanistan. Une coalition semble donc se dessiner entre la Chine, le Pakistan, la Russie et l'Iran, qui est prête à poursuivre des négociations avec les Talibans. La Russie s'est montrée la plus entreprenante à cet égard et a déjà tenu plusieurs conférences régionales à propos de l'Afghanistan.⁷⁸

4 La constitution et le système juridique

La corruption généralisée, le mépris de l'état de droit et le climat d'impunité qui règne actuellement posent de graves problèmes au système judiciaire afghan. Le fait que les fonctionnaires puissent commettre des violations des droits humains qui ne sont pas systématiquement ni efficacement poursuivies par les autorités afghanes mine la crédibilité de l'État.⁷⁹ Le peuple afghan considère le pouvoir judiciaire comme l'institution publique la plus corrompue.⁸⁰ Le système judiciaire afghan est encore sous-financé et manque de personnel judiciaire qualifié. Même les juges disposent souvent d'une formation minimale et fondent leurs jugements sur une compréhension personnelle de la charia, des codes tribaux ou des coutumes locales, sans référence à la législation en vigueur. Les pots-de-vin, la corruption et les menaces de la part des fonctionnaires, des chefs tribaux, de la famille des accusés ou des membres des groupes antigouvernementaux rendent toute décision judiciaire indépendante impossible.⁸¹ En outre, la torture est encore fréquemment exercée pour contraindre les accusés aux aveux.⁸² Le système de justice n'a toujours pas la capacité de mettre en œuvre les nombreuses lois récemment introduites ou modifiées. En particulier dans les zones rurales, le système judiciaire est faiblement ancré. Dans ces régions, les mécanismes traditionnels de résolution des conflits (tels que les Chouras) restent le

⁷⁸ NZZ, Das «Grosse Spiel» mit den Taliban, 14 avril 2017; NZZ, China und Russland flirten mit den Taliban, 26 juin 2017; Deutsche Welle, Russische Waffen für die Taliban?, 5 mai 2017; ICG, The Future, 10 avril 2017, p. 13; Süddeutsche, Russland und die Taliban: Die Gegner von einst, 26 avril 2017: www.sueddeutsche.de/politik/afghanistan-russland-und-die-taliban-die-gegner-von-einst-1.3477773. Les Talibans sont considérés comme un mouvement qui, contrairement à l'EI et à Al-Qaïda, ne cherche pas à étendre son territoire au-delà de l'Afghanistan. Pour cette raison, ils ne sont pas perçus par les États voisins comme une menace pour leur sécurité intérieure. Les Talibans ont été conviés aux conférences, mais n'y ont pas pris part. Le 14 avril 2017, une conférence internationale sur l'Afghanistan s'est tenue à Moscou pour la troisième fois depuis la fin 2016. Organisée à Moscou, elle avait pour but de mener des discussions avec les Talibans. Outre la Russie, l'Afghanistan, l'Inde, le Pakistan, la Chine, l'Iran et cinq autres États d'Asie centrale étaient représentés.

⁷⁹ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 1-3, 11, 30; SIGAR, Quarterly Report, 30 avril 2017, p. 3. L'UNAMA ainsi que plusieurs ONG accusent le gouvernement de commettre des délits voire des homicides. Le gouvernement a certes engagé dans certaines affaires des investigations, toutefois, dans la plupart des cas, les fonctionnaires échappent à toute peine pour les abus qu'ils ont commis.

⁸⁰ SIGAR, Land Reform in Afghanistan: Full Impact and Sustainability of \$41.2 Million USAID Program Is Unknown, février 2017, p. 3: www.sigar.mil/pdf/audits/SIGAR-17-27-AR.pdf.

⁸¹ USDOS, Country Report on Human Rights, 3. März 2017, S. 10-12.

⁸² USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 10-12.

premier choix pour résoudre les conflits dans les affaires de droit pénal et civil. Souvent, les jugements de ces mécanismes se fondent sur le droit coutumier et discriminent les femmes.⁸³

Bien que la constitution prévoie des procédures judiciaires équitables et publiques, ces règles sont rarement appliquées dans la pratique. Les arrestations arbitraires et les peines d'emprisonnement prolongées sont répandues dans tout le pays. Les personnes détenues ne sont souvent pas informées des faits qui leur sont reprochés et ont rarement accès à un avocat à temps. L'isolement constitue également un problème majeur. Même les enfants placés dans des centres de réadaptation pour jeunes se voient souvent privés des droits fondamentaux les plus élémentaires. Seules six provinces (Kaboul, Herat, Balkh, Kandahar, Nangarhar et Kunduz) disposent de tribunaux spéciaux pour mineurs. En outre, bien que victimes, les enfants sont souvent traités comme des coupables par le système pénal.⁸⁴

L'UNAMA mène depuis 2010 des enquêtes systématiques sur le traitement des détenus afghans arrêtés dans le cadre du conflit et publie les résultats tous les deux ans (2011, 2013, 2015 et 2017).⁸⁵ Selon le rapport d'avril 2017, non seulement la torture continue-t-elle d'être pratiquée, mais elle a également connu une augmentation au cours de la période d'étude du rapport. En outre, le climat d'impunité perdure. Environ 39% des prisonniers interrogés dans l'une des agences des services secrets afghans (ANS), de l'ANP, de l'ALP et de l'ANA, dont 38 enfants, ont rapporté de façon crédible et fiable avoir fait l'objet d'actes de torture ou d'autres formes de traitements inhumains ou dégradants.⁸⁶ Il s'agit du taux le plus élevé depuis le début des observations de l'UNAMA.⁸⁷ En réponse au rapport de l'UNAMA de 2015, le gouvernement afghan

⁸³ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 10-13, 38f; The Asia Foundation, A Survey, décembre 2016, p. 12, 111-114. Les jugements placent la réconciliation des partis au dessus des droits des individus.

⁸⁴ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 8-9, 12.

⁸⁵ Pour un aperçu des rapports, voir : Afghanistan Analysts Network (AAN), Afghanistan's Record on Torture to Come under UN Scrutiny, 21 avril 2017, p. 4, 8f: www.afghanistan-analysts.org/afghans-record-on-torture-to-come-under-un-scrutiny/. Sur le rapport de l'UNAMA 2017, voir aussi: Afghanistan Analysts Network (AAN), Torture as Prevalent as Ever: New UN report finds no end to impunity for Afghan torturers, 24 avril 2017: www.afghanistan-analysts.org/torture-as-prevalent-as-ever-new-un-report-finds-no-end-to-impunity-for-afghan-torturers/.

⁸⁶ UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees, avril 2017, p. 5-7. Les méthodes de torture appliquées comprennent les coups portés sur le corps et la plante des pieds, les électrochocs (également sur les parties génitales), la pendaison prolongée par les bras, l'asphyxie simulée (avec des sacs plastiques ou le maintien de la tête sous l'eau), la privation de sommeil, le maintien forcé de positions du corps douloureuses et la menace de subir des violences sexuelles ou d'être exécuté.

⁸⁷ UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees, avril 2017, p. 7. Il existe des preuves de l'application systématique ou régulière de la torture dans les installations de la **NDS** des provinces de **Kandahar, Farah, Kabul** (NDS 241) (département anti-terrorisme), **Herat** et **Nangarhar**. Selon l'UNAMA, pas un seul membre des NDS n'a été poursuivi pénalement pour actes de torture. En outre, il existe des preuves crédibles de torture dans 17 autres installations de la NDS (p. 7-8, 24-30). Il existe des preuves de l'application systématique ou régulière de la torture par l'**ANP** dans les provinces de **Kandahar** et **Nangarhar**, 91% des personnes interrogées de la province de Kandahar ont indiqué avoir subi des actes de torture. L'UNAMA a en outre présenté les méthodes de torture appliquées dans la province de Kandahar comme les plus cruelles. Il existe des preuves crédibles de torture pour 20 autres installations de l'ANP, avec des craintes particulièrement profondes concernant les provinces de **Farah** et **Herat** concernant le traitement infligé aux détenus. Par ailleurs, des membres de l'ANP seraient responsables de la disparition de personnes arrêtées (p. 8-9, 31-36). Des rapports sur des actes de torture, qui auraient été commis par des membres de l'ALP, concernent 12 provinces : **Nangarhar, Baghlan, Kunar, Badakhshan, Balkh, Faryab, Kunduz, Laghman, Paktika, Paktiya, Sar-e-Pol** et **Takhar** (p. 9-10, 37).

a publié en février 2015 le «*National Plan on the Elimination of Torture*», dont la mise en œuvre est également mentionnée par le rapport 2017 de l'UNAMA.⁸⁸

Responsabilité élargie au cercle familial. Les autorités afghanes ont parfois arrêté des proches de personnes soupçonnées d'une infraction, notamment leurs femmes et leurs enfants.⁸⁹

Justice parallèle. Selon *Amnesty International*, des peines continuent d'être prononcées par des institutions parallèles.⁹⁰ Ainsi, les Talibans sont capables d'assurer des systèmes judiciaires parallèles dans de plus en plus de régions. Tout particulièrement dans les zones rurales, contrôlées par les Talibans, l'Etat afghan ne parvient presque plus à maintenir de tribunaux étatiques de district. De plus en plus d'Afghanes et d'Afghans n'ont donc d'autre choix que de se tourner vers des institutions de justice parallèles pour résoudre les conflits auxquels ils sont confrontés. Par ailleurs, ces institutions sont également réputées rendre des jugements plus rapides et plus justes et être moins corrompues que les tribunaux d'État, raison pour laquelle elles sont aussi de plus en plus fréquemment sollicitées. Les Talibans ont fondé leur jurisprudence sur une interprétation très stricte de la charia. Les peines prononcées peuvent inclure, entre autre, des coups, des flagellations, des exécutions ou des mutilations physiques.⁹¹

Peine de mort. Selon Amnesty International, environ 100 personnes ont été condamnées à mort en 2016, souvent à la suite de procès inéquitables. Au total, quelque 600 prisonniers se trouvent dans le couloir de la mort. Le 8 mai 2016, six prisonniers condamnés à mort ont été pendus.⁹²

Les conditions de détention. Les conditions de détention ne correspondent toujours pas aux standards internationaux. Parmi les 34 prisons provinciales pour hommes, 28 étaient massivement surpeuplées. En outre, l'approvisionnement en nourriture et en eau serait insuffisant et les installations sanitaires rudimentaires. Par ailleurs, les établissements pénitentiaires ne disposeraient pas de la capacité suffisante pour détenir de manière séparée les prisonniers condamnés et les hommes placés en détention

⁸⁸ UNAMA, *Treatment of Conflict-Related Detainees*, avril 2017, p. 10-13, 40-60, 63. Le gouvernement afghan s'engage ainsi à améliorer la législation en vigueur, à renforcer ses capacités ainsi qu'à adopter des mesures pour éliminer la torture. Ses efforts ont toutefois principalement porté sur la législation et ont par ailleurs été déployés juste avant la publication du rapport 2017 de l'UNAMA. En outre, une nouvelle loi contre la torture ainsi qu'une révision du code pénal afghan sont en préparation. Toutefois, des développements de la législation ont sapé les efforts menés pour éliminer les actes de torture. C'est ainsi le cas tout particulièrement des nouveaux compléments relatifs au droit de procédure criminelle. Conformément à ceux-ci, les personnes soupçonnées d'activités terroristes ou de crimes contre la sécurité intérieure ou extérieure peuvent être détenues jusqu'à 70 jours avant d'être déférée devant un juge. Etant donnée la durée prolongée de cette détention, le risque de torture apparaît extrêmement élevé.

⁸⁹ USDOS, *Country Report on Human Rights*, 3 mars 2017, p. 9, 14.

⁹⁰ AI, *Amnesty International Report 2016/17*, 22 février 2017.

⁹¹ USDOS, *Country Report on Human Rights*, 3 mars 2017, p. 12, 37; Deutsche Welle, *The disturbing trend of Taliban justice in Afghanistan*, 15 mars 2017: www.dw.com/en/the-disturbing-trend-of-taliban-justice-in-afghanistan/a-37950678; UNAMA, *Annual Report 2016* février 2017, p. 68-71; UNAMA, *Midyear Report 2017*, juillet 2017, p. 12-13. L'UNAMA a documenté en 2016 41 condamnations – dont 38 condamnations à mort – prononcées par des tribunaux talibans. Dix de ces cas concernaient des condamnations pour « atteinte à la morale » et ont entraîné la mort de cinq femmes et des châtiments corporels pour cinq autres. Les femmes ont notamment été fusillées pour adultère et « atteinte à la morale ». Au premier semestre 2017, l'UNAMA a documenté deux cas de condamnations parallèles prononcées contre des femmes.

⁹² AI, *Amnesty International Report 2016/17*, 22 février 2017.

provisoire. Peu de détenus ont accès à des examens médicaux ou à des soins psychiatriques.⁹³ Nombre d'enfants arrêtés par les ANDSF parce que soupçonnés d'avoir combattu pour les Talibans ne sont pas détenus dans des centres spéciaux pour jeunes. Certains rapports font en outre état de détenus maltraités dans des établissements privés gérés par des membres de l'ANDSF.⁹⁴

5 Situation des droits humains : profils à risque⁹⁵

En raison de la forte fragmentation du pays, de l'absence d'état de droit, de la corruption généralisée et de la situation de sécurité extrêmement précaire, le gouvernement afghan apparaît incapable de protéger sa population civile contre les attaques et les attentats.⁹⁶

En 2016 et 2017, les groupes suivants comptent parmi les personnes particulièrement menacées par les acteurs étatiques, non étatiques et internationaux :

Les femmes et les filles. Les valeurs traditionnelles limitent fortement les droits sociaux, culturels et politiques des femmes et des jeunes filles et compliquent ou empêchent l'accès à l'éducation, à la santé et à la justice, mais aussi au travail, à la participation politique, à la protection et à la nourriture.⁹⁷ Les femmes sont victimes d'actes de violence, d'abus, de mariages forcés et font l'objet de restrictions à l'emploi et aux études et de codes vestimentaires stricts.⁹⁸ Selon des organisations de défense des droits des femmes, la violence contre les femmes ne cesse d'augmenter.⁹⁹ Le système

⁹³ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 5. L'établissement pénitentiaire le plus grand du pays, Pul-e Charkhi, détenait en septembre 2016 12'398 prisonniers, soit un nombre au moins deux fois plus élevé que le nombre de places prévues. A Kapisa, les cellules présentaient même un taux d'occupation dix fois supérieur au taux prévu : 340 détenus dans des cellules prévues pour 29 personnes.

⁹⁴ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 4-5.

⁹⁵ Outre les groupes mentionnés dans ce paragraphe, les membres des groupes suivants peuvent selon le HCR être menacés dans certaines circonstances et ne sont donc pas automatiquement exclus de la protection internationale des réfugiés : anciens membres de forces de sécurité et des services secrets, y compris les agent-e-s de la sécurité d'Etat et les ancien-ne-s représentant-e-s du régime communiste ; les anciens membres de groupes et milices armés durant et après le régime communiste ; les (anciens) membres et commandants des groupes armés antigouvernementaux ; les (anciens) membres des forces de sécurité, y compris du National Directorate of Security (NDS), de l'Afghan National Police (ANP) et de l'Afghan Local Police (ALP); les (anciens) membres de groupes et milices paramilitaires ; les (anciens) membres de groupes et réseaux du crime organisé. HCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 91-97.

⁹⁶ USCIRF, 2017 Annual Report, 26 avril 2017, p. 120; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 1; NZZ, Eine Mega-Bombe ist keine Strategie, 25 avril 2017.

⁹⁷ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 26, 29, 38-40, 50-51; Heinrich Böll Stiftung, Ernährungsdiskriminierung von Frauen in Afghanistan, 7 août 2017: www.boell.de/de/2017/08/07/ernaehrungsdiskriminierung-frauen-afghanistan. Selon la Heinrich Böll Stiftung 21% des femmes présentent un indice de masse corporelle trop bas, 48% souffrent de carences en fer et 75% de carences en iode.

⁹⁸ USCIRF, 2017 Annual Report, 26 avril 2017, p. 122-123; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 37, 44; Asia Foundation, A Survey, décembre 2016, p. 12, 179, 185-186 (note 27). USDOS cite des informations fournies par l'ONU et par Human Rights Watch, qui font état d'un taux de mariages forcés estimé à 70%. En 2016, de plus en plus de mariages d'enfants seraient rapportés selon USDOS. En outre, l'Asia Foundation rapporte que des femmes sont « vendues » en vue d'un mariage afin de rembourser des dettes ou mariées dans le but de régler un différend (baad). Par ailleurs, il arrive que des familles se promettent leur fille respectueuse (badal), afin d'économiser les coûts du mariage.

⁹⁹ Heinrich Böll Stiftung, Ernährungsdiskriminierung, 7 août 2017.

judiciaire afghan a enregistré plus de 3700 cas de violence contre les femmes et les filles au cours des huit premiers mois de 2016.¹⁰⁰ Les femmes qui ne correspondent pas aux attentes sociales et assument une fonction publique (p.ex. au sein du gouvernement, en politique, dans la police, la justice, au sein d'ONG ou dans le journalisme) subissent des menaces et des intimidations, voire sont victimes de meurtres de la part des mouvements conservateurs et antigouvernementaux.¹⁰¹ En outre, le nombre de femmes et filles tuées en raison du conflit armé au cours du premier semestre 2017 a de nouveau fortement augmenté.¹⁰²

Les femmes sont souvent accusées « d'atteinte à la morale », par exemple de tentative de fugue ou d'adultère (zina), et sont arrêtées. Certaines femmes ont été placées sous la protection des autorités pour empêcher toute violence de la part des membres de leur famille. Dans la plupart des cas de menaces et de harcèlements à l'encontre des femmes signalés à l'*Afghanistan Independent Human Rights Commission* (AIHRC), les instigateurs ne sont autres que les maris ou les proches parents des victimes.¹⁰³ En outre, les institutions étatiques telles que la police, les procureurs et les juges sont également discriminatoires à l'égard des femmes. La police réagit de manière très limitée à la violence domestique et prend souvent parti pour ses auteurs. Même lorsqu'une enquête criminelle est ouverte, il arrive souvent qu'elle ne soit pas poursuivie en raison de pots-de-vin ou de l'ingérence de membres de la famille ou du clan. Seule une poignée des cas de violence à l'égard des femmes enregistrés auprès du Ministère de la condition féminine et de la police parviennent devant les tribunaux.¹⁰⁴ De nombreuses femmes qui subissent des actes de violence finissent par se

¹⁰⁰ AI, Amnesty International Report 2016/17, 22 février 2017; voir aussi USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 33; Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU), Reducing «gender» to «women» is problematic, 9 mars 2017: <http://areu.org.af/archives/14272>.

¹⁰¹ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 29, 37-38, 40; AI, Amnesty International Report 2016/17, 22 février 2017; Afghanistan Analysts Network (AAN), Harassment of Women in Afghanistan: A hidden phenomenon addressed in too many laws, 2 avril 2017, p. 2: www.afghanistan-analysts.org/harassment-of-women-in-afghanistan-a-hidden-phenomenon-addressed-in-too-many-laws/; UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 11-13. Ainsi, selon l'UNAMA, en juillet 2016, la directrice de l'office de la condition féminine de la province de Ghazni a été agressée et en juin 2017, deux policières ont été enlevées et tuées dans le district d'Argo, Badakhshan. La plupart des parlementaires femmes se disent confrontées à des menaces et des intimidations selon USDOS, et nombre d'entre elles sont d'avis que l'Etat ne veut ou ne peut pas les protéger. Dans la rue également, les femmes font l'objet de harcèlement et d'agressions selon USDOS. Les femmes membres de l'ANP sont elles aussi confrontées à des agressions sexuelles de la part de leurs collègues selon USDOS. L'augmentation de la présence des femmes dans le domaine public entraîne selon AAN une augmentation du nombre d'agressions.

¹⁰² UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 4, 15-18, 40f; UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 5, 11-13, 23, 37f, 52f, 55. En comparaison avec le premier semestre 2016 : +23%.

¹⁰³ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 9, 34-37; AAN, Harassment of Women, 2 avril 2017, p. 1 et ss. Selon USDOS, les hommes accusés de viol partent souvent du principe que les victimes femmes étaient consentantes, ce qui entraîne le dépôt d'une plainte à l'encontre de la victime pour zina. Les femmes victimes de violences sexuelles sont fortement stigmatisées par la société. Elles sont facilement considérées comme impropres au mariage, sont emprisonnées ou victimes d'exécutions extrajudiciaires. La plupart des femmes ne cherchent donc pas de soutien juridique en cas de violence domestique ou d'agression sexuelle. En outre, les tests de virginité forcés restent légaux et sont souvent ordonnés par la police et les procureurs. L'Afghanistan Independent Human Rights Commission (AIHRC), citée par l'USDOS, souligne que ces tests n'ont aucun fondement scientifique et que la réalisation de ces tests médicaux sans le consentement de la patiente ou du patient viole le droit à la liberté et à la dignité humaine.

¹⁰⁴ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 34-35, 39. L'USDOS cite une étude de l'AIHRC de 2013, selon laquelle 35% des viols et des « crimes d'honneur » ne sont pas suffisamment poursuivis. Selon l'AIHRC et les ONG, dans la plupart des cas, le viol et les « crimes d'honneur » ne sont même pas signalés, car ces pratiques sont largement acceptées dans la société. En outre, selon UNAMA, le gouvernement apparaît incapable, dans le contexte du conflit, de contraindre les auteurs de crimes ciblés à l'encontre des femmes de rendre des comptes. Ce manque de réaction

suicider, souvent par le feu. Les femmes divorcées, séparées ou veuves sont davantage exposées aux discriminations et aux abus et risquent particulièrement d'être répudiées, mariées de force ou privées de leurs propres biens. Les 28 maisons d'accueil pour femmes en Afghanistan ne disposent pas, en particulier dans les grandes villes, de la capacité nécessaire et se concentrent surtout dans l'ouest, le nord et le centre du pays.¹⁰⁵

Il manque toujours au gouvernement afghan la volonté politique nécessaire pour faire appliquer de manière cohérente la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (EVAW), entrée en vigueur en 2009. Dans les zones rurales, les procureurs et les juges n'ont aucune connaissance de l'EVAW. La loi se trouve par ailleurs en suspens depuis trois ans, le parlement afghan ne l'ayant pas adopté le 18 mai 2013.¹⁰⁶

Dans les zones contrôlées par des groupes antigouvernementaux, les droits et la liberté de mouvement des femmes et des filles sont sévèrement réduits.¹⁰⁷

Les enfants. Le nombre déjà très élevé d'enfants parmi les victimes des conflits armés a augmenté de 24% en 2016 par rapport à 2015 et a continué d'augmenter au premier semestre de 2017. Les ANDSF, les forces pro-gouvernementales ainsi que les forces antigouvernementales continuent de recruter parmi les mineurs. Les talibans ont utilisé des enfants comme kamikazes, boucliers humains, espions, soldats et porteurs d'armes.¹⁰⁸

Selon l'UNICEF, environ 236'000 enfants en Afghanistan souffrent de malnutrition aiguë en 2017.¹⁰⁹ La maltraitance des enfants existe dans tout le pays et le nombre de cas a augmenté. En plus d'être confrontés à une négligence généralisée, les enfants sont souvent victimes de violence physique et d'abus sexuels, de mariages arrangés ou de travail forcé (par exemple dans le tissage de tapis, la fabrication de briques, la mendicité organisée, la culture et le trafic de drogue ou en tant que vendeurs de rue). Souvent, les enfants doivent travailler pour rembourser les dettes de leurs parents.

laisse suggérer que les autorités ont tendance à tacitement tolérer les crimes contre les femmes, en particulier lorsqu'il s'agit de femmes dont le rôle ou les activités sont considérés comme contraires aux normes sociales en vigueur. UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 17.

¹⁰⁵ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 35-37; UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 33. En raison des normes sociales, la population se montre généralement réticente envers les maisons d'accueil pour femmes.

¹⁰⁶ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 9, 33-34, 39; AAN, Harassment of Women, 2 avril 2017, p. 3, 5f, 7. La parlementaire Fawzia Kufi a essayé à l'époque de faire adopter la loi par le parlement, mais n'y est pas parvenue. La Commission parlementaire pour les femmes a finalement décidé de rédiger une nouvelle loi, l'Anti-Harassment of Women and Children Law. Celle-ci a été acceptée par la chambre basse le 9 novembre 2016 et par la chambre haute le 25 décembre 2016 avec de légères modifications. Le 20 janvier 2017, une commission des deux chambres a adopté les modifications. Depuis lors, la loi a été transmise au président, qui ne l'a pas encore signée ni rejetée. Selon l'article 94 de la Constitution, la nouvelle loi est considérée comme applicable même en l'absence d'un consentement explicite du président. Cependant, toutes les organisations de femmes ne sont pas d'accord avec la nouvelle loi. Certaines activistes ont ainsi demandé au président de ne pas la signer.

¹⁰⁷ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 4, 17; UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 12-13; AI, Amnesty International Report 2016/17, 22 février 2017.

¹⁰⁸ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 3, 18-21, 40-41; AI, Amnesty International Report 2016/17, 22 février 2017; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 2, 17-18, 44-45; UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 5, 14-16, 23, 28. Selon la MANUA, le nombre d'enfants qui ont perdu la vie en raison de restes de guerre explosifs a connu une augmentation de 65% en 2016 et le nombre d'enfants tués par des frappes aériennes a plus que doublé.

¹⁰⁹ UNICEF, Humanitarian Action for Children 2017 – Afghanistan, 10 janvier 2017, p. 1: <http://reliefweb.int/report/afghanistan/humanitarian-action-children-2017-afghanistan>.

Les enfants qui ne peuvent pas aller à l'école présentent un risque particulièrement élevé d'être victimes de travail forcé, de recrutements, de traite des êtres humains, de mariages arrangés et d'autres formes d'exploitation. Les abus dont sont victimes les filles sont souvent le fait de membres de leur famille élargie. En outre, elles encourrent le risque de servir de « mariées de l'opium » et d'être vendues pour rembourser des dettes. Les garçons sont souvent victimes de « *bacha bazi* », pratique durant laquelle ils jouent les « danseurs » et sont réduits à l'état d'esclaves sexuels. Les auteurs restent généralement impunis, généralement en raison de leur proximité avec les dirigeants locaux. Même des membres de l'ANDSF auraient battu et abusé sexuellement d'enfants. Le gouvernement afghan est accusé de ne presque rien entreprendre pour lutter contre ce type de viol ou pour en poursuivre les auteurs.¹¹⁰

Les conditions de vie des enfants dans les orphelinats sont mauvaises : approvisionnement irrégulier en eau courante, chauffage défectueux, manque d'accès aux services de santé et d'éducation ainsi qu'aux loisirs. Près de 80% des enfants vivant en orphelinat ne sont en réalité pas des orphelins, mais des enfants qui ont été envoyés par leurs familles parce qu'elles ne peuvent pas subvenir à leurs besoins. Nombre d'enfants placés en orphelinat sont victimes d'abus physiques, psychologiques et sexuels ainsi que de traite des êtres humains. Le nombre d'enfants des rues est estimé aujourd'hui encore à environ six millions. Ceux-ci ne bénéficient pas – ou presque pas – des services de base de l'État.¹¹¹

Les employés des organisations humanitaires nationales et internationales. Les personnes qui ont milité pour la défense des droits humains ont subi des intimidations et des menaces de la part d'acteurs étatiques et non étatiques. En 2016, l'UNOCHA a enregistré près de 200 cas concernant des employés d'ONG humanitaires. L'UNAMA fait également état de meurtres ciblés de démineurs humanitaires et d'autres employés d'ONG. Les attaques ciblées contre les démineurs humanitaires, en particulier, ont connu une augmentation en 2016.¹¹² Selon Caritas, 12 employé-e-

¹¹⁰ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 3-4, 42-44, 49-50; Entwicklungspolitik online, Afghanistan: 2017 werden täglich mehr als 1.100 Kinder aus dem Bildungssystem fallen, 23 mars 2017: http://epo.de/index.php?option=com_content&view=article&id=13638:afghanistan-2017-werden-taeglich-mehr-als-1-100-kinder-aus-dem-bildungssystem-fallen&catid=75&Itemid=131; SIGAR, Quarterly Report, 30 juillet 2017, p. iv, 33, 92, 151 et ss. Les enfants auraient subi des abus de la part des unités des ANDSF en servant de domestiques, d'auxiliaires personnels et d'esclaves sexuels.

¹¹¹ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 44-45, 50.

¹¹² AI, Amnesty International Report 2016/17, 22 février 2017; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 15, 18-19, 32; UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 72-73; acaps, Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 3. En 2017 aussi, les démineurs ont été victimes d'enlèvements, d'agressions physiques et d'agressions mortelles. UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 21.

s d'œuvres d'entraide ont perdu la vie en 2017.¹¹³ Diverses organisations se sont retirées de certaines parties du pays en raison de la situation sécuritaire.¹¹⁴

Les employé-e-s civil-e-s des forces de sécurité afghanes et étrangères. Les traducteurs et les conducteurs en particulier subissent des menaces voire des attaques mortelles de la part des groupes antigouvernementaux.¹¹⁵

Les journalistes.¹¹⁶ Selon le Comité de sécurité afghan pour les journalistes (AJSC), 2016 a été l'année la plus sanglante pour les journalistes en Afghanistan. 13 journalistes ont été tués et le nombre d'agressions violentes a augmenté de 38% par rapport à 2015. La moitié des cas seraient imputables au gouvernement afghan.¹¹⁷ Les journalistes ne peuvent assurer une couverture et un suivi médiatiques indépendants des événements en raison non seulement de certains acteurs étatiques – tels que des membres de l'ANDSF, des représentants du gouvernement et des politiciens – mais aussi en raison de groupes antigouvernementaux, des autorités locales, des cercles islamistes et du crime organisé. Les journalistes qui traitent du climat d'impunité, des crimes de guerre, de la corruption ou des chefs locaux s'exposent à des menaces, des intimidations, des arrestations, des agressions violentes ou des attaques mortelles. Les journalistes femmes sont particulièrement vulnérables. L'autocensure est répandue.¹¹⁸ Le gouvernement afghan s'intéresse très peu à la violence exercée contre les journalistes. Le 31 janvier 2016, le président Ghani a toutefois publié un

¹¹³ Der Standard, Drei amerikanische Caritas-Helfer in Afghanistan getötet, 17 août 2017: <http://derstandard.at/2000062757717/Drei-amerikanische-Caritas-Helfer-in-Afghanistan-erschossen>. En outre, un collaborateur espagnol du CICR a été enlevé dans la province de Kunduz en décembre 2016 et libéré en janvier 2017; le 9 février 2017, des membres de l'EI / Daech ont tué six employés afghans du CICR dans la province de Jowzjan (SRF, Sechs IKRK-Mitarbeiter erschossen, 8 février 2017: www.srf.ch/news/international/sechs-ikrk-mitarbeiter-erschossen); le 15 mars 2017, une employée humanitaire australienne enlevée en novembre 2016 a été libérée (NZZ, Entführte australische Entwicklungshelferin wieder frei, 15. März 2017: www.nzz.ch/international/afghanistan-entfuehrte-australische-entwicklungshelferin-wieder-frei-ld.151318); le 20 mai 2017, une employée allemande au développement et un garde de sécurité afghan ont été tués à Kaboul et une employée humanitaire finlandaise a été enlevée (Zeit online, Deutsche in Kabul getötet, 21 mars 2017: www.zeit.de/gesellschaft/zeitgeschehen/2017-05/afghanistan-kabul-deutsche-getoetet).

¹¹⁴ Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ), Internationale Mitarbeiter haben Afghanistan vorübergehend verlassen, 7 juin 2017: www.giz.de/de/html/36908.html; ORF, NGO schließt Büro in Afghanistan nach Drohung, 27 juillet 2017: <http://orf.at/stories/2400879/>.

¹¹⁵ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 37, 42.

¹¹⁶ Voir aussi OSAR, Gefährdung von Journalistinnen und Journalisten, Schnellrecherche, 7 septembre 2017: www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/mittlerer-osten-zentralasien/afghanistan/170907-afg-journalisten.pdf.

¹¹⁷ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 21-22; Der Standard, 2016 tödlichstes Jahr für Journalisten in Afghanistan, 19 janvier 2017: <http://derstandard.at/2000051127561/2016-toedlichstes-Jahr-fuer-Journalisten-in-Afghanistan>. Selon l'ONG Nai, citée par l'USDOS, environ 300 journalistes auraient abandonné leur profession en 2016 en raison de menaces. Le 20 janvier 2016, un attentat-suicide perpétré par les Talibans a eu lieu à Tolo News, qui a coûté la vie à sept employés ainsi qu'à des civils (NZZ, Mutige Journalisten in einem Kriegsland, 23 avril 2017: www.nzz.ch/feuilleton/afghanistan-mutige-journalisten-in-einem-kriegsland-ld.1288201). Le 15 décembre 2016, un journaliste de la radio Mili Paygham a été abattu dans la province de Logar (UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 31-34). Le 17 mai 2017, des membres de l'Etat islamique à Jalalabad, capitale de la province de Nangarhar, ont perpétré un attentat-suicide contre la chaîne de télévision Radio Television Afghanistan (RT Deutsch, Angriff auf Staatssender in Afghanistan fordert zehn Menschenleben, IS reklamiert Tat für sich, 17 mai 2017: <https://deutsch.rt.com/newsticker/50761-angriff-auf-staatssender-in-afghanistan/>).

¹¹⁸ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 31-34, 51, 72; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 1, 19-23; AI, Amnesty International Report 2016/17, 22 février 2017; NZZ, Mutige Journalisten, 23 avril 2017; Der Standard, 2016 tödlichstes Jahr, 19 janvier 2017. L'UNAMA fait état d'intimidations et de meurtres ciblés de journalistes commis aussi bien par l'EI/Dash que par les Talibans.

décret réaffirmant la liberté d'expression dans les médias afghans. En outre, une commission a été créée le 8 mars 2016 afin d'enquêter sur la violence subie par les journalistes au cours des 15 dernières années.¹¹⁹

Les allié-e-s du gouvernement ou les personnes considérées comme telles. En 2016 aussi, des groupes antigouvernementaux ont revendiqué des enlèvements et des assassinats de personnes soupçonnées de soutenir le gouvernement ou d'agir pour lui en tant qu'«espions».¹²⁰

Les enfants, les adolescents et les hommes en âge de se battre. Selon un rapport d'*Asylos*, les enfants, les adolescents et les jeunes hommes sont exposés à un risque accru de recrutement de la part d'acteurs armés non étatiques, de seigneurs de guerre et/ou de barons de la drogue. Les jeunes de retour au pays, qui luttent pour assurer leur propre subsistance, risquent tout particulièrement de tomber dans les filets de mouvements armés ainsi que de réseaux criminels.¹²¹

Les professionnel-le-s de la santé. Le personnel de santé, en particulier les collaborateurs et collaboratrices de campagnes de vaccination, risquent menaces, enlèvements et assassinats de la part de groupes antigouvernementaux.¹²² Selon des indications de l'ONU, au moins 41 établissements de santé ont dû fermer en 2016 en raison des attaques violentes qu'ils subissaient.¹²³ Au premier trimestre de 2017 ont eu lieu 17 attaques contre du personnel et des établissements de santé. En outre, rien qu'au cours de la première moitié de 2016, les forces progouvernementales ont empêché ou retardé la fourniture de matériel médical dans au moins 15 cas, ont procédé à des perquisitions d'établissements de santé ou les ont utilisés à des fins militaires.¹²⁴ Par ailleurs, l'UNAMA a fait état de dommages subis par des établissements de santé en raison de l'utilisation d'armes indirectes ou explosives.¹²⁵

Les fonctionnaires du gouvernement et leurs familles. Les fonctionnaires, actuels et passés, du gouvernement ainsi que leurs familles font l'objet d'attaques et de meurtres ciblés de la part de groupes antigouvernementaux. L'UNAMA a documenté, rien qu'au cours du premier semestre 2017, dans 22 des 34 provinces, 49 attaques

¹¹⁹ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 33; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 20. Cette commission a déjà transmis plus de 400 cas aux autorités compétentes. Cependant, en septembre 2016, aucune des institutions gouvernementales n'avait encore entamé d'investigations.

¹²⁰ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 64, 67; voir aussi HCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 37, 42.

¹²¹ acaps, Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 3; *Asylos*, Afghanistan: Situation of young male 'Westernised' returnees to Kabul, août 2017, p. 18-19, 42-43, 78, 89, 92-93, 98: <https://asylos.eu/wp-content/uploads/2017/08/AFG2017-05-Afghanistan-Situation-of-young-male-Westernised-returnees-to-Kabul-1.pdf>.

¹²² UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 8, 31, 80. L'EI/Daesh a multiplié les attaques ciblées contre des établissements de santé dans la province de Nangarhar en 2016.

¹²³ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 13; *Süddeutsche Zeitung*, Der IS expandiert, 9 mars 2017: www.sueddeutsche.de/politik/afghanistan-der-is-expandiert-1.3412519. L'ONU a enregistré en 2015 et 2016 plus de 240 attaques contre des cliniques et des membres du personnel de santé.

¹²⁴ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 30; UNAMA, UNAMA first quarter 2017 civilian casualty data, 27 avril 2017: <https://unama.unmissions.org/unama-first-quarter-2017-civilian-casualty-data>; Tagesschau.de, Mehr als 60 Tote in Afghanistan, 24 juillet 2017; AI, Amnesty International Report 2016/17, 22 février 2017.

¹²⁵ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 47-48.

commises par les Talibans contre des fonctionnaires du gouvernement ainsi que huit attentats dirigés contre des membres du personnel de justice.¹²⁶

Le personnel enseignant et les élèves. Le personnel enseignant, les élèves ainsi que les écoles comptent parmi les cibles d'attentats et d'assassinats ciblés de la part de groupes antigouvernementaux.¹²⁷ Le ministre adjoint de l'éducation, Assadullah Mohaqiq, a informé le parlement le 1^{er} janvier 2017 que, en raison de la mauvaise situation sécuritaire, quelque 1000 écoles devraient fermer leurs portes. Outre les dommages subis par les établissements d'enseignement en raison de l'utilisation d'armes indirectes ou explosives, l'UNAMA a fait état en 2016 de l'exploitation de 42 établissements d'enseignement à des fins militaires, principalement par les ANDSF.¹²⁸

Les membres de la police et des forces de sécurité. Les membres actifs comme les anciens membres de l'ANDSF ainsi que leurs familles, notamment les policières, sont victimes de meurtres ciblés, également en dehors de leur service. L'UNAMA a documenté en 2016 cinq enlèvements de masse de 45 à 200 personnes civiles commis par des groupes antigouvernementaux, avec pour objectif d'identifier des membres de l'ANDSF. L'UNAMA a enregistré en outre des attaques ciblées contre des membres de l'ALP et des « *uprising forces* » et leurs familles.¹²⁹ Le 8 mars 2017, des membres de l'EI ont attaqué à Kaboul un hôpital militaire.¹³⁰

Les membres de minorités ethniques. Les groupes ethniques subissent des discriminations dans les régions où ils sont minoritaires. Les tensions entre ethnies entraînent en outre régulièrement des affrontements violents et mortels. En raison de leur appartenance ethnique et religieuse (shiites), les Hazara font tout particulièrement l'objet de discriminations et sont souvent victimes de pressions, d'impositions illégales, d'agressions physiques, de recrutements et de travail forcés ainsi que d'arrestations. En 2016 et au cours du premier semestre de 2017, les membres des Hazara ont subi de nombreux attentats, enlèvements et assassinats de la part de groupes antigouvernementaux. Le nombre de victimes parmi la population Hazara a été multiplié par 6 en 2016.¹³¹ Les attentats ciblés perpétrés par l'EI/Daech contre la minorité

¹²⁶ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 8, 51, 64, 67, 72-73; UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 7-8, 12, 43, 45-46; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 12, 15; acaps, Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 5. L'UNAMA attribue la responsabilité de 49 des cas survenus au cours du premier semestre 2017 aux Talibans et de quatre autres à l'EI/Daesh. Voir aussi HCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 35-36, 42.

¹²⁷ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 8, 80; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 18, 41-42. L'EI/Daesh a multiplié en 2016 dans la province de Nangarhar les attaques ciblées contre des établissements d'enseignement.

¹²⁸ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 47-48; SIGAR, Quarterly Report, 30 janvier 2017, p. 178: www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2017-01-30qr.pdf; UN General Assembly, The situation in Afghanistan, 3 mars 2017, p. 7; UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 7, 13, 41.

¹²⁹ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 64, 67, 76, 80; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 1, 15; acaps, Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 5; UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 12, 15, 43. Depuis des années, des attentats internes, commis par des membres des forces de sécurité afghanes contre leurs propres collègues, plombent les relations au sein des forces de sécurité, mais aussi entre les forces internationales et les forces afghanes de sécurité. Zeit online, Taliban-Kämpfer infiltriert Armee und tötet US-Soldaten, 11 juin 2017: www.zeit.de/politik/ausland/2017-06/afghanistan-taliban-insider-attaque-soldaten-usa-tote?print.

¹³⁰ Zeit online, 49 Tote bei Angriff auf Krankenhaus, 8 mars 2017.

¹³¹ USCIRF, 2017 Annual Report, 26 avril 2017, p. 122; UNAMA, 2016 Annual Report, février 2017, p. 35, 67-68; UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 46; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 3, 29, 47, 51. Entre juillet et novembre 2016 seulement, plus de 500 Hazara ont été blessés ou tués selon USCIRF. L'UNAMA a enregistré en 2016 des enlèvements d'Hazara dans les provinces de Baghlan, Uruzgan, Sar-e-Pul, Daikundi, Maidan Wardak et Ghor.

shiite suscitent le plus de préoccupation. Rien qu'au cours du second semestre 2016, cinq attentats ont été commis contre des mosquées ou des lieux de rassemblement¹³². L'année 2017 a également connu au moins cinq attentats.¹³³ En raison du nombre élevé d'attentats, les membres de la communauté Hazara se sentent particulièrement vulnérables et reprochent au gouvernement de ne pas leur offrir de mesures de protection suffisantes. En outre, en raison d'un projet d'électricité, de nouveaux conflits ont éclatés en 2016 entre les Hazara et d'autres groupes ethniques.¹³⁴

Chefs religieux et leaders locaux modérés. Les attentats perpétrés contre des bâtiments de culte ont presque été multipliés par six entre 2015 et 2016. La plupart d'entre eux visaient la communauté chiite. Au cours du premier semestre 2017, onze attentats ont été commis contre des leaders religieux. L'UNAMA a enregistré en outre, pour 2016 comme pour 2017, une augmentation du nombre d'attentats commis contre des chefs de clans.¹³⁵

Les participantes et participants au programme afghan pour la paix et la réintégration. Les membres du Haut Conseil pour la Paix subissent encore des menaces.¹³⁶

Les personnes converties. La conversion – c'est-à-dire dans le cas de musulmans se convertissant à une autre religion – est considérée en Afghanistan comme de l'apostasie et est condamnée par la peine de mort selon la jurisprudence afghane. Les personnes converties sont répudiées par leur famille et la communauté et subissent des attaques violentes pouvant parfois entraîner la mort.¹³⁷

¹³² UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 34-36, 60f. Le 23 juillet 2016, contre une manifestation pacifique à Kaboul ; le 11 octobre 2016 lors de l'Achoura à Kaboul ; le 12 octobre dans une mosquée dans la province de Balkh ; le 21 novembre 2016 dans la Mosquée de Baqer-ul Ulum à Kaboul et le 22 novembre 2016 dans la Mosquée de Razaiya à Herat.

¹³³ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 34-36, 60-61; UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 46-47. Attentats contre les Hazara 2016/17 : le 23 juillet 2016 contre une manifestation pacifique à Kaboul (UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 74) ; le 11 octobre 2016 lors de l'Achoura à Kaboul (UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 34) ; le 12 octobre 2016 dans une mosquée de la province de Balkh (UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 34) ; le 21 novembre 2016 dans la mosquée de Baqer-ul Ulum (UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 34) et le 22 novembre 2016 dans la mosquée de Razaiya à Herat (UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 35) ; le 1^{er} janvier 2017 contre la mosquée de l'Imam Mohammad Bakir dans la ville d'Herat (UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 46) ; le 12 mai 2017 contre une boulangerie à Herat (UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 46) ; le 15 juin 2017 contre la mosquée Al Zahra à Kaboul (UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 46) ; le 1^{er} août 2017 contre la mosquée chiite d'Herat (Zeit online, IS bekennt sich zu Anschlag auf schiitische Moschee in Afghanistan, 2 août 2017) et le 25 août 2017 contre une autre mosquée à Kaboul (Zeit online, Viele Tote bei Anschlag auf Moschee in Kabul, 25 août 2017).

¹³⁴ UNHCR, renseignements du HCR, décembre 2016, p. 6; USCIRF, 2017 Annual Report, 26 avril 2017, p. 120, 122; ICG, The Future, 10 avril 2017, p. 17. La décision de faire passer la ligne à haute tension par le nord et non plus à travers la province de Bamyan a entraîné de violents affrontements entre les leaders hazara et le président ainsi que de larges manifestations. Les Hazara reprochent au gouvernement de soutenir les intérêts des Pachtounes et de discriminer systématiquement l'ethnie hazara.

¹³⁵ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 8, 51, 64, 73, 80; UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 7, 42, 46-47; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 15. Voir également le paragraphe « Les membres de minorités ethniques ».

¹³⁶ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 12, 35.

¹³⁷ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 53-54; USCIRF, 2017 Annual Report, 26 avril 2017, p. 121. Selon l'USCIRF, en 2016, il n'y a eu aucun rapport faisant état d'attaques physiques, d'arrestations et de persécutions pour blasphème ou apostasie. Une personne, condamnée en 2013 pour blasphème à 20 ans d'emprisonnement, est toujours en détention.

Les minorités religieuses comme les hindous, les sikhs, les chrétiens, les membres des Baha'i ainsi que les soufis et les chiites. Les personnes non-musulmanes font l'objet de discriminations sociales, d'attaques et d'intimidations. Selon l'USCIRF, le gouvernement afghan n'a pas les capacités de protéger les minorités religieuses contre les attaques qu'elles subissent. Les sikhs et les hindous font l'objet non seulement de discriminations et d'attaques, mais sont également confrontés à des problèmes pour exercer leurs rituels funéraires. Les membres des Baha'i et les chrétiens sont contraints de vivre leur foi dans le secret, par crainte de subir des discriminations, des arrestations, voire des exécutions.¹³⁸ En 2016 comme en 2017, l'EI/Daech a perpétré des attentats complexes ciblés contre les chiites.¹³⁹

Les personnes homosexuelles, les personnes présentant une orientation sexuelle différente et les transgenres. La loi pénalise les rapports sexuels entre personnes consentantes du même sexe. Les personnes présentant une orientation sexuelle différentes font l'objet de discriminations, d'agressions, d'arrestations et de viols. Les personnes homosexuelles auraient subi de la part de la police des arrestations, des détentions, des vols et des viols.¹⁴⁰

Les personnes handicapées. Les personnes handicapées sont exclues socialement et disposent d'un accès très limité aux établissements d'éducation et de santé et ne peuvent souvent pas travailler. Les abus commis par des membres de la famille sont fréquent.¹⁴¹

Les personnes qui s'opposent aux valeurs défendues par les groupes antigouvernementaux ou aux normes sociales et les personnes aisées. Les personnes dont le mode de vie ne correspond pas aux normes sociales subissent des attaques voire des meurtres de la part de forces antigouvernementales ou conservatrices. Les personnes aisées sont souvent victimes d'enlèvements contre rançons.¹⁴²

¹³⁸ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 47, 51; USCIRF, 2017 Annual Report, 26 avril 2017, p. 120-122. Selon l'USCIRF, en 2016 vivaient encore quelque 900 sikhs et hindous en Afghanistan. Le nombre de chrétiens et de Baha'i est inconnu.

¹³⁹ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 34-36, 60-61, 78; UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 46-47. Voir aussi le paragraphe « Les membres de minorités ethniques ». Les Talibans se sont distancés clairement des attentats perpétrés par l'EI contre la minorité chiite.

¹⁴⁰ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 47-48; UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 54, 72-73.

¹⁴¹ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 46-47; Afghan Independent Human Rights Commission (AIHRC), Report on the Situation of the Rights of Persons with Disabilities in Afghanistan 1393, 19 juin 2016: www.aihrc.org.af/home/research_report/5641. Quelque 80'000 personnes en situation de handicap sont enregistrées selon l'USDOS et reçoivent un soutien financier de la part du gouvernement.

¹⁴² UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 41-42, 55-56, 64, 79-81; UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 51 (note de bas de page 185), 66-67; UNAMA, Midyear Report 2017, juillet 2017, p. 43-44. L'UNAMA a recensé en 2016 1900 enlèvements (augmentation de 11% par rapport à 2015).

Les personnes concernées par la vendetta et les crimes d'honneur.¹⁴³ Des crimes d'honneur sont encore commis, bien qu'il n'existe pas de statistiques fiables sur la question.¹⁴⁴

6 Situation socio-économique et médicale

L'Afghanistan reste un des pays les plus dangereux, mais également l'un des plus pauvres et des moins développés de la planète. En raison des conflits armés, la part de la population touchée par la misère a connu une augmentation de 13% en 2016. En 2017, 9,3 millions d'Afghanes et d'Afghans ont nécessité une aide humanitaire d'urgence. De nombreuses personnes se trouvent régulièrement et durablement dans la misère, ce qui les rend particulièrement vulnérables. Leur capacité de résistance et de résilience s'est réduite ces dernières années et est à présent au plus bas. Notamment les femmes, les enfants et les personnes handicapées sont extrêmement vulnérables. En outre, selon les estimations, quelque 230'000 Afghanes et Afghans sont touchés chaque année en moyenne par des inondations, des périodes de sécheresse, des avalanches ou d'autres types de catastrophes naturelles.¹⁴⁵

Accès au travail. Depuis le retrait des forces internationales de sécurité à la fin de l'année 2014, le taux de chômage a considérablement augmenté en raison de la perte de nombreuses places de travail. Il est à présent également élevé dans les régions urbaines. Parallèlement, les salaires dans les régions concernées par le retour au pays de nombreux exilé-e-s ont également diminué. Le personnel relativement bien qualifié, dont nécessiterait le pays pour sa reconstruction et pour soutenir son développement préfère généralement quitter le pays. Selon une enquête, près de deux tiers des sondé-e-s ont indiqué que les conditions professionnelles s'étaient dégradées en 2016 et plus d'un tiers que leur situation financière s'était détériorée. La majorité des personnes restent employées dans l'agriculture et l'élevage de bétail ou en tant que main d'œuvre journalière et sont donc en situation d'extrême vulnérabilité.¹⁴⁶

Accès au logement et à l'électricité. Les conflits violents et les déplacements internes qu'ils induisent, les catastrophes naturelles ainsi que le retour forcé en masse des personnes exilées ont entraîné une augmentation des besoins en logement. Une

¹⁴³ Voir aussi OSAR, Afghanistan: Blutrache und Blutfehde, Schnellrecherche (recherche rapide, en allemand), 7 juin 2017: www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslander/mittlerer-osten-zentralasien/afghanistan/170607-afg-blutrache.pdf.

¹⁴⁴ USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 37, 44; Country of Origin Research and Information (CORI), CORI Thematic Report Afghanistan: Blood Feuds, février 2014: www.refworld.org/docid/53199ef64.html.

¹⁴⁵ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 4-5, 8, 14, 16, 24, 26, 32; acaps, Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 4.

¹⁴⁶ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 26; SIGAR, Quarterly Report, 30 avril 2017, p. 157, 169; Welt/N24, Tausende Bundeswehr-Helfer suchen Schutz in Deutschland, 7 avril 2017; Asia Foundation, A Survey, décembre 2016, Preface, p. 8; European Asylum Support Office (EASO), EASO Country of Origin Information Report – Afghanistan: Key socio-economic indicators, state protection, and mobility in Kabul City, Mazar-e Sharif, and Herat City, août 2017, p. 21-31: www.ecoi.net/file_upload/1226_1503567243_easo-coi-afghanistan-ipa-august2017.pdf. Le revenu tiré de l'agriculture est soumis à de fortes variations selon le SIGAR et, la croissance économique dépendant de l'agriculture, elle présente donc une très grande volatilité. La part de l'agriculture dans le PIB s'élève actuellement à 22%.

large part de la population afghane nécessite une aide d'urgence à court et long terme, telle qu'une aide immédiate (p.ex. des tentes), mais aussi un soutien pour la réparation de biens endommagés ou pour la reconstruction. Dans la capitale Kaboul, lieu de refuge traditionnel pour les déplacés internes et les personnes de retour d'exil ainsi que point de chute général du pays, la situation du logement s'est détériorée de manière drastique en raison du retour en masse de personnes exilées. En janvier 2017, seuls 25 à 33% de la population afghane disposaient d'un accès au réseau d'approvisionnement en énergie.¹⁴⁷

Accès à l'eau potable et à l'alimentation. L'insécurité alimentaire est chronique en Afghanistan et concerne environ 40% de la population. Les personnes les plus touchées par le manque de nourriture sont les personnes privées de terre des régions rurales, les petits commerçants et la main d'œuvre journalière des régions urbaines, les ménages tenus par des femmes ou des personnes handicapées, les personnes qui vivent sous tente, les personnes hébergées par des proches ou parents, les personnes vivant dans les montagnes ou dans le désert. Selon des données fournies par l'ONU, le nombre de personnes touchées par une insécurité alimentaire grave est en augmentation et s'établit aujourd'hui à 1,6 millions de personnes. Dans les régions concernées par le retour massif de nombreux exilés, les prix des produits alimentaires ont connu une forte augmentation. Selon un monitoring de l'UNICEF et de l'OMS, en 2015, environ 68% de la population ne disposait pas d'un accès à des installations sanitaires adéquates et quelque 45% ne disposait pas d'un accès à de l'eau traitée. Les enfants sont particulièrement touchés: atteints de certaines maladies (telles des diarrhées), ils souffrent de malnutrition chronique.¹⁴⁸

Accès à l'éducation. Une enquête a révélé que 52% des personnes sondées ne disposaient d'aucun accès à une formation privée ou publique.¹⁴⁹ Environ un tiers des enfants ne peut se rendre à l'école en raison de l'extrême pauvreté et des mauvaises conditions de sécurité qui touchent de larges parties du pays. Le nouveau ministre afghan de l'éducation, Assadullah Hanif Balkhi, a corrigé, lors de son entrée en fonction, les statistiques relatives au taux de scolarisation des enfants, leur nombre passant de onze millions à six millions.¹⁵⁰ Les classes sont bondées, les écoles sont insuffisamment équipées et manquent encore de personnel qualifié. Le système universitaire est en outre sous-financé et la demande en formation supérieure surpasse

¹⁴⁷ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 24-25; UNHCR, renseignements du UNHCR, décembre 2016, p. 7; EASO, EASO Country of Origin Information Report, août 2017, p. 58-65; CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 59; Asia Foundation, A Survey, décembre 2016, p. 8, 78-81. Alors que, selon le CRS, l'électricité est accessible 24h/24 dans les régions urbaines, elle n'est accessible 24h/24 dans les régions rurales que pour 10% des ménages.

¹⁴⁸ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 5, 13, 16, 26, 30, 34; EASO, EASO Country of Origin Information Report, août 2017, p. 42-44. Selon l'UNOCHA, 1,8 millions d'autres enfants nécessitent un traitement en raison d'une malnutrition grave, dont 1,3 âgés de cinq ans ou moins. Plus d'un quart de toutes les provinces sont touchées par la malnutrition.

¹⁴⁹ Asia Foundation, A Survey, décembre 2016, p. 9, 86-90.

¹⁵⁰ Tagesschau.de, Schule – was ist das?, 25 mars 2017: www.tagesschau.de/ausland/afghanistan-schulbeginn-101.html; SIGAR, Quarterly Report, 30 janvier 2017, p. 32, 177f; Entwicklungspolitik online, 2017 werden täglich mehr als 1.100 Kinder aus dem Bildungssystem fallen, 23 mars 2017; Afghanistan Analysts Network (AAN), A Success Story Marred by Ghost Numbers: Afghanistan's inconsistent education statistics, 13 mars 2017: www.afghanistan-analysts.org/a-success-story-marred-by-ghost-numbers-afghanistans-inconsistent-education-statistics/.

l'offre existante, ce qui à son tour empêche la formation d'enseignant-e-s suffisamment qualifiés. L'ONG *Save the Children* estime que, en 2017, en raison de la situation sécuritaire en constante dégradation et du retour croissant de nombreuses personnes exilées, plus de 400'000 enfants seront coupés du système d'éducation. La pauvreté, les mariages forcés précoces, l'insécurité, le manque de soutien familial, la pénurie d'enseignantes et les longues distances jusqu'à l'école sont autant d'obstacles à la scolarisation des filles.¹⁵¹

Accès aux soins de santé. Selon des données de l'ONU, neuf millions de personnes en Afghanistan n'auraient pas accès ou ne disposeraient que d'un accès limité aux établissements de santé. Le système de santé n'est pas suffisamment développé pour répondre aux énormes défis que représentent les conflits armés ainsi que le retour croissant des personnes exilées. Dans tout le pays, les capacités pour mener des opérations chirurgicales de manière satisfaisante sont insuffisantes.¹⁵² En outre, bien que le pays connaisse la guerre depuis plusieurs décennies, il ne dispose toujours pas des capacités suffisantes pour traiter les blessés de guerre et assurer un approvisionnement à un nombre élevé de victimes.¹⁵³ L'offre en matière de santé psychiatrique est faible et ne couvre de loin pas les besoins importants existants.¹⁵⁴ Il est toujours très difficile pour les femmes de bénéficier de soins médicaux¹⁵⁵ et l'accès aux établissements de santé est limité de manière disproportionnée pour les enfants. Le taux de mortalité infantile et maternelle est ainsi l'un des plus élevés du monde. En outre, les enfants âgés de moins de cinq ans contractent régulièrement la rougeole

¹⁵¹ EASO, EASO Country of Origin Information Report, août 2017, p. 44-48; SIGAR, Quarterly Report, 30 juillet 2017, p. 182-183; CRS, Post-Taliban Governance, 24 juillet 2017, p. 57; Entwicklungspolitik online, 2017 werden täglich mehr als 1.100 Kinder aus dem Bildungssystem fallen, 23 mars 2017; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 41-42. Selon l'USDOS, en 2012, le taux d'analphabétisme s'élevait chez les filles et les femmes âgées entre 15 et 24 ans à 32%.

¹⁵² UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 8; UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 5, 7, 13-14, 28, 30; EASO, EASO Country of Origin Information Report, août 2017, p. 49-58.

¹⁵³ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 13-14, 28-29.

¹⁵⁴ Selon des informations de l'OMS datant de 2014 et citées par Samuel Hall, l'Afghanistan ne comptait à l'époque qu'un seul établissement de santé pour le traitement des maladies psychiques (Kabul Mental Health Hospital) ainsi qu'environ trois psychiatres formés et dix psychologues pour une population de plus de 30 millions de personnes. Samuel Hall, Urban Displaced Youth in Kabul Part One: Mental Health Matters, 1^{er} juin 2016, p. 12-13: <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UDY-Chapter-1-Mental-Health.pdf>. Selon une étude de la Banque mondiale datant de 2011 et citée par l'UNOCHA, la moitié de la population afghane âgée de 15 ans ou plus souffraient de l'une des pathologies psychiques suivantes : dépression, angoisses ou stress post-traumatique. UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 43 (note finale 90). Les dépressions et les problèmes psychiques entraînent souvent stigmatisations et discriminations. Selon des informations de l'OMS, au moins un millions d'Afghanes et d'Afghans souffrent de dépression et environ 1,2 millions d'angoisses. Cependant, il n'existe quasiment aucun personnel spécialisé en psychologie dans le pays. Toutefois, le ministère afghan de la santé aurait depuis formé plus de 700 conseillères et conseillers en psychologie ainsi que 101 médecins spécialisés en santé psychologique. OMS, Depression a leading cause of ill health and disability among Afghans – fighting stigma is key to recovery, 9 avril 2017: www.emro.who.int/afg/afghanistan-news/world-health-day-2017.html. Voir aussi OSAR, Afghanistan: Psychiatrische und psychotherapeutische Behandlung, Auskunft, 5 avril 2017: www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/mittlerer-osten-zentralasien/afghanistan/170405-afg-psychiatrische-behandlung.pdf.

¹⁵⁵ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 5, 13, 28-29; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 38; Ärzte ohne Grenzen, Weltfrauentag: „Keine Frau sollte bei der Geburt ihres Kindes sterben“, 6 mars 2017: www.aerzte-ohne-grenzen.de/weltfrauentag-afghanistan-geburt-sterberate. Une des raisons évoquées concerne le manque de médecins femmes ou de femmes parmi le personnel de santé, des trajets longs et souvent dangereux jusqu'aux cliniques ainsi que des frais élevés. Dans les onze districts du pays, il n'y a pas du tout de personnel de santé féminin et seul 32,9% des naissances ont lieu dans un des établissements de santé.

et la coqueluche. En outre, les enfants qui vivent dans des régions de conflits sont également plus vulnérables. La diarrhée et la pneumonie sont par ailleurs davantage répandues parmi ces enfants.¹⁵⁶ Les femmes et les enfants sont plus fréquemment victimes que les hommes de maladies qui ne sont pourtant pas incurables. L'état de santé des femmes et des enfants résidant dans des régions rurales et peu sûres ainsi que des femmes et enfants nomades est particulièrement mauvais.¹⁵⁷

Les terres. Selon une étude citée par SIGAR, environ la moitié des conflits entre personnes ou communautés découlent de différends portant sur le partage de terres. Le retour de personnes réfugiées, qui après parfois plus de trente ans d'exil réclament les terres qu'ils ont abandonnées, exacerbe les tensions. Les femmes sont particulièrement exposées et démunies face à l'appropriation illégale de leurs terres, leur droit successoral n'étant souvent pas respecté. Le vol de terres est dû aussi bien à des personnes privées qu'à des acteurs étatiques.¹⁵⁸

7 Le retour au pays

En 2016, la pression exercée sur les personnes réfugiées afghanes s'est renforcée, aussi bien en Iran qu'au Pakistan. Les Afghanes et Afghans y sont victimes de discriminations et d'agressions violentes et disposent d'un accès limité aux services d'approvisionnement de base. Selon *Human Rights Watch*, 621'000 Afghanes et Afghans sont retournés du Pakistan en Afghanistan en 2016, dont 317'000 réfugié-e-s enregistré-e-s. Presque la moitié des anciens exilés interrogés par le HCR n'ont pu retourner dans leur localité d'origine et sont devenus des déplacés internes dans leur pays.¹⁵⁹ En outre, plus de 410'000 Afghanes et Afghans non enregistrés sont retournés

¹⁵⁶ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 13, 28; UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 31. FAZ, Taliban verbieten Polio-Impfungen, 14 juillet 2017: www.faz.net/aktuell/gesellschaft/afghanistan-kinder-in-gefahr-wegen-virus-15106648.html. Environ 250'000 enfants n'ont pas pu, selon des informations de l'UNICEF et l'OMS 2016 citées par l'UNAMA, être vaccinés contre la polio en raison d'intimidations de la part de groupes antigouvernementaux ou de combats. En juillet 2017, selon FAZ, les Talibans ont stoppé la campagne de vaccination contre la polio dans certaines parties de la province de Kandahar.

¹⁵⁷ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2016, 3 mars 2017, p. 40.

¹⁵⁸ SIGAR, Land Reform, février 2017, p. 1-3; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 30; UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 68; EASO, EASO Country of Origin Information Report, août 2017, p. 59-60. La plus grande part de la population afghane ne dispose d'aucun document légal concernant leur propriétés foncières. Cette situation est due à la mauvaise gestion des registres, aux destructions causées par la guerre et au climat de corruption qui règne. A travers les années, il est arrivé souvent, sous les différents gouvernements qui se sont succédés, que plus d'un document foncier soit établi pour le même terrain. L'administration foncière afghane est décrite comme un système ad hoc dans lequel s'entremêlent des systèmes informels et formels en matière d'attribution de titres fonciers et d'attribution des terres. En outre, le gouvernement ne dispose pas d'un système de cadastre complet.

¹⁵⁹ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 5, 7-8, 11, 28; AI, Amnesty International Report 2016/17, 22 février 2017; acaps, Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 2, 4-5; Der Standard, Afghanische Flüchtlinge: Aus Pakistan in die unbekannte Heimat, 5 avril 2017: <http://derstandard.at/2000055383079/Afghanische-Fluechtlinge-Aus-Pakistan-in-die-unbekannte-Heimat>; Human Rights Watch (HRW), The UN should Just Say No to Returning Refugees to Danger, 27 février 2017: <https://www.hrw.org/print/300633>; UNHCR, Tough choices for Afghan refugees returning home after years in exile, 3 février 2017: <https://reliefweb.int/report/afghanistan/tough-choices-afghan-refugees-returning-home-after-years-exile>. Après un attentat commis en décembre 2014 pour lequel des Afghans ont tout d'abord été soupçonnés, le Pakistan a décidé la mise en œuvre de méthodes plus dures envers les réfugié-e-s afghan-e-s. Les réfugié-e-s afghan-e-s subissent depuis de la part des forces de sécurité pakistanaises des arrestations arbitraires, des pressions, des déportations et des menaces. En outre, des coups de filets sont menés dans les

d'Iran en 2016, dont de nombreux mineurs non accompagnés.¹⁶⁰ Le HCR et l'OIM ont dit s'attendre pour 2017 au retour en Afghanistan de 750'000 à un million de personnes, tirant la sonnette d'alarme face à la « crise humanitaire » qui s'annonce. Selon acaps, durant les trois premiers mois de 2017, 54'000 réfugié-e-s afghan-e-s sont retournés d'Iran et quelque 10'000 de Pakistan.¹⁶¹ Début 2017, environ un million de réfugié-e-s non enregistré-e-s se trouvaient encore au Pakistan, ainsi que quelque 1,35 millions de réfugié-e-s afghan-e-s enregistré-e-s. En Iran vivent un peu plus de 950'000 réfugié-e-s afghan-e-s enregistré-e-s en plus d'environ deux millions d'Afghanes et d'Afghans non enregistré-e-s.¹⁶²

Situation des personnes rentrées au pays. Kaboul, ainsi que les province du nord, du nord-est et de l'est du pays ont été confrontées au retour massif de personnes en provenance du Pakistan, d'Iran et d'Europe. Les personnes de retour au pays ont souvent des difficultés à trouver un hébergement adéquat. En outre, elles vivent dans des logements bondés et sommaires, bénéficiant de mauvaises installations sanitaires et de conditions d'hygiène insuffisantes. Elles se trouvent confrontées à des défis énormes : un accès restreint aux terres, à l'alimentation et à l'eau potable et des possibilités limitées de disposer de moyens de subsistance. La recherche d'un emploi contribue à exacerber les tensions existantes, les nouveaux arrivés se trouvant en concurrence avec la population locale. La pression sur les institutions est très élevée

camps de réfugié-e-s afghan-e-s. Après le lancement de l'opération nationale anti-terrorisme en février 2017, la pression contre les personnes réfugiées afghanes s'est renforcée. Pour la première fois, des femmes et des enfants ont été arrêtés conjointement avec des hommes. Le Pakistan a à plusieurs reprises fixé un délai pour le retour des réfugié-e-s afghan-e-s dans leur pays. Le dernier délai est fixé à la fin 2017. Certaines familles, qui vivaient pourtant depuis 40 ans au Pakistan, ont été contraintes de plier bagage dans les 48 heures.

¹⁶⁰ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 13; acaps, Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 1-2, 5. La liberté de mouvement de la population afghane en Iran est limitée et les conditions de vie se sont fortement détériorées ces dernières années. Les jeunes hommes et les garçons risquent en outre d'être recrutés par le gouvernement iranien et d'être envoyés à la guerre en Syrie. (HRW, Iran: Afghan Children Recruited to Fight in Syria, 1 octobre 2017: www.hrw.org/news/2017/10/01/iran-afghan-children-recruited-fight-syria; SFH/Troxler, Corinne, Afghanistan: Die aktuelle Sicherheitslage, Update, 30 septembre 2016, p. 27: www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/mittlerer-osten-zentralasien/afghanistan/160930-afg-update-d.pdf). Selon acaps, de nombreux Afghanes et Afghans font état de violations des droits humains. Les Afghanes et Afghans nés en Iran reçoivent le statut de réfugié-e-s reconnu-e-s par l'ONU. Toutefois, ils ne bénéficient que d'une partie des droits accordés à la population iranienne. Nombre d'entre eux ne disposent pas de documents de séjour et sont contraints de chercher du travail au marché noir. En 2017, seul un tiers des réfugié-e-s afghan-e-s dispose d'un statut formel de réfugié.

¹⁶¹ acaps, Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 2; Kleine Zeitung, UNHCR startet wieder Rückkehrprogramm von Pakistan nach Afghanistan, 3 avril 2017: www.kleinezeitung.at/service/newsticker/5194626/UNHCR-startet-wieder-Rueckkehrprogramm-von-Pakistan-nach-Afghanistan; Afghanistan Analysts Network (AAN), Afghan Exodus: Can the Afghan government deal with more returnees from Europe?, 31 octobre 2016, p. 1: www.afghanistan-analysts.org/afghan-exodus-can-the-afghan-government-deal-with-more-returnees-from-europe/; Tagesschau.de, EU veröffentlicht Abschiebeabkommen, 5 octobre 2016: www.tagesschau.de/ausland/afghanistan-fluechtlings-abschiebung-101.html. L'UE a signé le 2 octobre 2016 un accord avec l'Afghanistan, qui prévoit que l'Afghanistan prenne en charge les requérant-e-s d'asile refoulé-e-s et qu'il facilite leur expulsion. L'UE s'engage quant à elle à apporter un soutien financier, par exemple à travers des programmes de réintégration. Les organisations des droits humains se montrent critiques face à cet accord, qu'elles qualifient « d'irresponsable et d'inhumain ». En octobre 2016, l'Allemagne, la Suède et la Finlande ont en outre signé un accord de retour avec l'Afghanistan. Malgré la situation sécuritaire catastrophique que connaît le pays dans de nombreuses régions, différents Etats européens – dont l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, la Suède, la Norvège et le Danemark – ont organisé en 2017 le retour de requérant-e-s débouté-e-s vers l'Afghanistan.

¹⁶² Der Standard, Afghanische Flüchtlinge: Aus Pakistan in die unbekannte Heimat, 5 avril 2017; acaps, Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 2, 4-5; Independent, Iran's «exemplary» refugee hosting efforts praised by UN, 16 mars 2017: <http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/iran-refugee-resettlement-efforts-exemplary-un-praise-united-nations-a7633621.html>.

et la situation extrêmement fragile. Nangarhar et Kunar appartiennent aux provinces qui comptent le taux le plus élevé de retours. Ces deux provinces sont également confrontées à des conflits armés. De nombreuses régions ne disposent plus d'établissements de santé et de formation ou leurs établissements sont surchargés. La plupart des provinces d'Afghanistan n'étaient pas préparées à accueillir un nombre aussi élevé de retours. En raison des conditions de vie extrêmement difficiles, les personnes rentrées en Afghanistan sont souvent contraintes de s'exiler à l'intérieur du pays et deviennent donc des déplacées internes. Pour les personnes de retour d'Europe, la situation s'annonce également difficile. En effet, elles et leur famille ont souvent dépensé l'entier de leurs économies pour payer le voyage vers l'Europe. D'autres se sont endettées ou ont vendu leurs terres. Beaucoup de personnes de retour en Afghanistan ont par ailleurs subi des abus durant leur fuite et souffrent de traumatismes physiques et psychiques, qui peuvent représenter un facteur aggravant lors du retour.¹⁶³

Situation des déplacé-e-s internes (DI). Selon l'UNAMA, en 2016, 636'500 personnes ont été contraintes à des déplacements internes en Afghanistan en raison de la violence des conflits. Il s'agit donc par rapport à 2015 d'une augmentation de 66% des nouveaux déplacements. 56% d'entre elles sont des enfants. Quelque 90'000 des DI n'ont pu recevoir de l'aide de la part d'organisations humanitaires ou uniquement de manière superficielle.¹⁶⁴ Du 1^{er} janvier au 22 août 2017, 212'439 Afghanes et Afghans ont à nouveau été contraints à un déplacement interne. Fin 2016, *Amnesty International* a estimé à quelque 1,4 millions d'individus le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur du pays au fil des années.¹⁶⁵ Selon *Amnesty International*, la situation des DI s'est considérablement détériorée ces dernières années.¹⁶⁶ Les déplacés internes s'établissent souvent dans des régions dans lesquelles vivent déjà depuis longtemps de nombreuses personnes déplacées. La capacité d'accueil de ces régions est donc limitée et la concurrence avec les personnes présentes est élevée. Les conditions de vie des personnes déplacées sont extrêmement dures. Nombre d'entre elles vivent dans des hébergements d'urgence pensés pour être provisoires, tels des tentes, dans lesquelles elles sont exposées aux conditions météorologiques difficiles de l'été et de l'hiver. L'approvisionnement en denrées alimentaires et eau potable sûre est insuffisant. Trouver de quoi manger représente pour beaucoup une lutte quotidienne. L'accès limité à l'eau potable, le manque d'installations sanitaires ainsi que le manque d'hygiène sont responsables d'environ 80% des cas de diarrhées.

¹⁶³ UNHCR, renseignements du HCR, décembre 2016, p. 3, 5; UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 11-13, 27; acaps, Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 1-3; EASO, EASO Country of Origin Information Report, août 2017, p. 22, 38, 40-41, 43, 46, 52-53; AAN, Afghan Exodus, 31 octobre 2016, p. 2-3.

¹⁶⁴ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 36-37; UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 11. Le nord-est constitue la région la plus touchée selon l'UNAMA (203'320 DI), notamment en raison des combats menés pour le contrôle de la ville de Kunduz en octobre 2016. Le sud (177'952 DI) est la deuxième région la plus touchée en raison des tentatives des Talibans de prendre en août/octobre 2016 le contrôle de Lashkargah, capitale de la province de Helmand. En outre, dans le district de Pachir Agam, province de Nangarhar, des déplacements ont eu lieu en raison des combats menés entre l'ANDSF et l'EI/Daesh.

¹⁶⁵ UNOCHA, Afghanistan Weekly Field Report, 21-27 août 2017, 22 août 2017: www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/20170828_afghanistan_weekly_field_report_21-27_august_2017.pdf; AI, Amnesty International Report 2016/17, 22 février 2017.

¹⁶⁶ AI, Amnesty International Report 2016/17, 22 février 2017; Amnesty International (AI), «My Children will die this Winter»: Afghanistan's broken Promise to the Displaced, 31 mai 2016, p. 8-9, 18-27: www.amnesty.org/en/documents/asa11/4017/2016/en/. Le gouvernement afghan fait preuve de lenteur dans la mise en œuvre de sa stratégie de résolution de la problématique des déplacés, qu'il a publiée en 2014. Il lui manque la volonté et les capacités pour le faire.

Le risque que se propagent certaines maladies – diarrhée aigüe, choléra, affections respiratoires aigües et rougeole – dans les camps est élevé. L'accès aux établissements d'éducation et de formation ainsi que les possibilités de travail sont fortement limités.¹⁶⁷ L'UNAMA se montre en outre très préoccupée en raison de la vulnérabilité prononcée des DI. Les DI sont davantage exposés aux agressions physiques et aux enlèvements et se retrouvent souvent coincés entre deux fronts. Le taux de mortalité des DI dépasse ainsi la moyenne de la population afghane. Les femmes et les enfants risquent davantage de subir des abus. En outre, les déplacés internes encourent en permanence le risque d'être contraints de fuir à nouveau ailleurs dans le pays.¹⁶⁸

Kaboul. Kaboul présente l'une des croissances les plus élevées de la région : la population se serait multipliée par trois en l'espace de six ans. Selon l'EASO, 75% des habitant-e-s de Kaboul vivraient dans des hébergements informels. La pauvreté est largement répandue. L'accès aux vivres s'est considérablement détérioré, en raison du manque de places de travail disponibles ainsi que de la pauvreté généralisée. Touchée par la pauvreté voire une pauvreté aggravée, près de la moitié de la population de Kaboul ne peut se permettre aucun traitement médical. De nombreux logements sont sommaires et construits en argile et ne peuvent résister aux fortes intempéries ni protéger du froid ou de la chaleur. En outre, ils ne sont souvent pas connectés au réseau d'approvisionnement en eau ni au système de canalisation de la ville. Le nombre d'enfants des rues dépasserait actuellement 100'000.¹⁶⁹

Capacité d'accueil. Le nombre élevé de personnes de retour en Afghanistan, l'exode rural ainsi que l'augmentation du nombre de déplacés internes entraînent une surcharge des infrastructures – déjà mises à rude épreuve – prévues pour la fourniture des services de base de la capitale.¹⁷⁰ Dans les autres parties du pays également, spécialement dans les principales villes des provinces et districts, ces mêmes facteurs ont contribué à une surcharge des capacités d'accueil déjà à bout de souffle.¹⁷¹ Selon

¹⁶⁷ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 32, 34-35; Afghanistan – Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 5; AI, «My Children will die this Winter», 31. Mai 2016, S. 28-43; EASO, EASO Country of Origin Information Report, août 2017, p. 22, 38-42, 46, 52-53, 60-65.

¹⁶⁸ UNAMA, Annual Report 2016, février 2017, p. 37; AI, «My Children will die this Winter», 31 mai 2016, p. 31-32; UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 32-33; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 27. Selon UNOCHA, la moitié des déplacés internes interrogés entre mai et octobre 2016 sont des femmes, dont de nombreuses femmes enceintes ou qui allaitent. Les femmes déplacées à l'interne font état d'un niveau élevé de violence domestique. Les enfants déplacés internes risquent tout particulièrement de subir des abus, des négligences, d'être exploités ou contraints à des travaux forcés, par exemple dans le commerce des drogues, ou contraints de quitter l'école.

¹⁶⁹ EASO, EASO Country of Origin Information Report, août 2017, p. 17, 38-41, 43, 56-57, 61-63. Concernant les conditions de vie difficiles des déplacés internes dans les camps informels de Kaboul, voir aussi : Refugees Deeply, 'Help Us Stand on Our Own Feet': Lives of Kabul's Long-Term Displaced, 28 septembre 2017: www.newsdeeply.com/refugees/articles/2017/09/28/help-us-stand-on-our-own-feet-lives-of-kabuls-long-term-displaced.

¹⁷⁰ UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 28-29; UNHCR, renseignements du HCR, décembre 2016, p. 7. Selon UNOCHA, Kaboul a été à l'origine construite pour accueillir deux millions d'habitantes et d'habitants, et non pas pour cinq millions, comme c'est le cas actuellement selon les estimations.

¹⁷¹ UNHCR, renseignements du HCR, décembre 2016, p. 4-5; Entwicklungspolitik online, 2017 werden täglich mehr als 1.100 Kinder aus dem Bildungssystem fallen, 23 mars 2017; UNOCHA, 2017 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 31 décembre 2016, p. 11-12, 28-30, 32. La forte augmentation du nombre de retours, notamment du Pakistan, a entraîné une surcharge des services existants, tout particulièrement dans le secteur de la santé, et a en outre compliqué l'identification des personnes vulnérables parmi les nouveaux arrivés. Au cours du second semestre de 2016, seuls 21% des personnes retournant en Afghanistan sans papiers ont reçu un paquet de premiers

les termes du HCR, la capacité d'accueil de la capitale est extrêmement restreinte en raison de moyens de subsistance limités, de la liquidité du marché, du manque d'hébergements adéquats ainsi que de l'accès restreint aux services de base, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. »¹⁷² La province de Nangarhar dans l'est du pays n'a plus les capacités de prendre en charge davantage d'anciens exilés.¹⁷³

secours (à savoir pour la plupart des denrées alimentaires pour un mois ainsi que quelques articles ménagers).

¹⁷² UNHCR, renseignements du HCR, décembre 2016, p. 7; USDOS, Country Report on Human Rights, 3 mars 2017, p. 25-26; Human Rights Watch (HRW), The UN should Just Say No, 27 février 2017.

¹⁷³ acaps, Undocumented returnees, 7 avril 2017, p. 1, 4; SRF, Abgeschoben nach Afghanistan, 11 mars 2017: www.srf.ch/sendungen/international/abgeschoben-nach-afghanistan.